

# Platform

Juillet 2023 N°2

La Plateforme Anti-impérialiste Mondiale

A stylized illustration of a woman with dark hair, wearing a light-colored long-sleeved shirt, holding a large, dark red flag aloft with her right arm. The background is a solid red color. The entire image is framed by a thin white border.



# Sommaire

## Texte fondamentaux

<b>Le Socialisme et la guerre</b> .....	2
Vladimir Illitch Lénine [avec G. Y. Zinoviev]	

## Articles

<b>Gloire aux héros de Stalingrad !</b> .....	22
Harpal Brar   Parti Communiste de Grande-Bretagne (Marxiste-Léniniste)	

<b>Face au bloc Euro-atlantique fauteur d'une possible troisième guerre mondiale : reconstruire une nouvelle Internationale communiste, relancer un Front anti-impérialiste mondiale, et donner un élan aux luttes de la classe ouvrière internationale !</b> .....	31
Georges Gastaud   Initiative Communiste (IC), France ; Fadi Kassem   Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) ; Boris Differ   Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) ;	

<b>La position politique du Parti communiste de Grèce : une position communiste ?</b> .....	33
Parti Communiste Chilien (Action Proletarienne)	

<b>Les 10 commandements les plus volatiles de l'opportunisme et du révisionnisme</b> .....	43
Patelis Dimitrios   Collectif de Lutte pour l'Unification révolutionnaire de l'Humanité, Grèce.	

# Le socialisme et la guerre

Vladimir Illitch Lénine [avec G. Y. Zinoviev]

## Tables des matières

Préface à la première édition (publiée à l'étranger)

Préface à la deuxième édition

Chapitre I : Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915

Chapitre II : Les classes et les partis en Russie

Chapitre III : La reconstitution de l'Internationale

Chapitre IV : L'histoire de la scission et la situation actuelle de la social-démocratie en Russie

## PREFACE A LA PREMIERE EDITION (publié à l'étranger)

La guerre dure depuis un an déjà. Notre Parti a défini son attitude envers elle dès le début, dans un manifeste du Comité central, rédigé en septembre 1914 et publié (après sa distribution aux membres du Comité central et représentants responsables de notre Parti en Russie, et après notification de leur accord) le 1<sup>o</sup> novembre 1914 dans le n°33 du *Social-Démocrate*, organe central de notre Parti. Ensuite, dans le n° 40 (29 mars 1915), ont paru les résolutions de la Conférence de Berne, qui fournissent un exposé plus précis de nos principes et de notre tactique. A l'heure actuelle, l'état d'esprit révolutionnaire des masses se manifeste de plus en plus en Russie. Des symptômes de ce phénomène s'observent dans tous les autres pays, encore que les aspirations révolutionnaires du prolétariat soient étouffées par la majorité des partis social-démocrates officiels, qui se sont rangés aux côtés de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cet état de choses rend particulièrement pressante la publication d'une brochure faisant le bilan de la tactique social-démocrate en

<sup>1</sup> La conférence socialiste internationale de Zimmerwald (5-8/9/1915) fut la première des internationalistes durant la 1<sup>o</sup> guerre mondiale. 38 délégués de 11 pays y assistèrent, dont Lénine, Trotsky, etc. L'ordre du jour était :

- 1) Rapport des représentants des différents pays;
- 2) Déclaration commune des représentants français et allemands;
- 3) Proposition faite par la gauche (Lénine) d'une déclaration de principes;

## 4 | The Platform No.2

ce qui concerne la guerre. Nous rééditons intégralement les documents précis du Parti en les accompagnant de brefs commentaires où nous nous efforçons de faire état des principaux arguments produits en faveur de la tactique bourgeoise et de la tactique prolétarienne, dans la presse et au cours des assemblées du Parti.

## PREFACE A LA DEUXIEME EDITION

La présente brochure a été rédigée en été 1915, juste à la veille de la Conférence de Zimmerwald <sup>1</sup>. Elle a paru aussi en allemand et en français et a été reproduite et a été reproduite intégralement dans l'organe de la jeunesse social-démocrate norvégienne. Introduite illégalement en Allemagne - à Berlin, Leipzig, Brême et dans d'autres villes - l'édition allemande y a été diffusée clandestinement par les partisans de la gauche de Zimmerwald et le groupe de Karl Liebknecht. L'édition française, imprimée illégalement à Paris, y a été diffusée par les zimmerwaldiens français. L'édition russe n'a pénétré en Russie qu'en un nombre très restreint d'exemplaires; à Moscou, elle a été recopiée à la main par des ouvriers. Nous présentons maintenant le texte intégral de cette brochure, à titre de document. Le lecteur doit toujours se rappeler que la brochure a été rédigée en août 1915. Il faut y penser tout spécialement à la lecture des passages où il est question de la Russie : il s'agissait encore à l'époque de la Russie tsariste, de la Russie des Romanov...

*Paru dans la brochure éditée en 1918. Conforme au texte de la brochure.*

## Chapitre I : Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915

### L'attitude des socialistes à l'égard des guerres

Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est

- 4) Adoption d'un manifeste;
- 5) Election d'une commission socialiste internationale;
- 6) Adoption d'une résolution en solidarité avec les victimes de la guerre et la répression.

La conférence fut le théâtre de la lutte entre une gauche impulsée par les bolchéviks et le centre kautskyste.

impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe). Aussi importe-t-il d'examiner les particularités historiques de la guerre actuelle.

### **Les types historiques des guerres modernes**

La grande révolution française a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres *de ce genre*, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquête des terres d'autrui par les Français; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tsar russe et Napoléon III.

### **La différence entre guerre offensive et guerre défensive**

L'époque de 1789-1871 a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires. Avant le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug national étranger, il ne pouvait absolument pas être question de voir se développer la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre " défensive " à propos des guerres de *cette* époque, les socialistes ont toujours eu en vue, très précisément, ces objectifs qui se ramènent à la révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par guerre " défensive " une guerre " *juste* " dans ce sens (comme a dit exactement un jour W. Liebknecht). C'est seulement dans ce sens que les socialistes reconnaissent et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressiste, juste, de la " défense de la patrie " ou d'une guerre " défensive ". Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres " justes ", " défensives ", *quel que soit* celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les " grandes " puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.

Mais imaginez qu'un propriétaire de 100 esclaves fasse la guerre à un autre propriétaire qui en possède 200, pour un plus " juste " partage des esclaves. Il est évident qu'appliquer à un tel cas la notion de guerre " défensive " ou de " défense de la patrie " serait falsifier l'histoire; ce serait, pratiquement, une mystification des simples gens, de la petite bourgeoisie, des gens ignorants, par d'habiles esclavagistes. C'est ainsi qu'aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie " nationale " et de la notion de défense de la patrie dans la guerre actuelle entre esclavagistes, qui a pour enjeu l'aggravation et le renforcement de l'esclavage.

### **La guerre actuelle est une guerre impérialiste**

Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX<sup>e</sup> siècle. Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux Etats nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal. Le capitalisme a développé à concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces " potentats du capital ", sous

forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. A la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des " grandes " puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.

### La guerre entre les plus gros propriétaires d'esclaves pour le maintien et l'aggravation de l'esclavage

Afin de montrer clairement le rôle de l'impérialisme, nous citerons des données précises sur le partage du monde entre ce qu'on appelle les " grandes " puissances (c'est-à-dire celles qui réussissent à piller sur une grande échelle) :

Le partage du monde par les "grandes" puissances esclavagistes:

	Colonies				Métropoles		Total	
	1876		1914		1914			
	km <sup>2</sup> (millions)	habitants (millions)						
Angleterre	22.5	251.9	33.5	393.5	0.3	46.5	33.8	440
Russie	17	15.9	17.4	33.2	5.4	136.2	22.8	169.4
France	0.9	6	10.6	55.5	0.5	39.6	11.1	95.1
Allemagne			2.9	12.3	0.5	64.9	3.4	77.2
Japon			0.3	19.2	0.4	53	0.7	72.2
Etats-Unis de l'Amérique du Nord			0.3	9.7	9.4	97	9.7	106.7
Les 6 " grandes " puissances	40.4	273.8	65	523.4	16.5	437.2	81.5	960.6
colonies n'appartenant pas aux grandes puissances (mais à la Belgique, à la Hollande et à d'autres Etats)			9.9	45.3			9.9	45.3
Trois pays " semi- coloniaux " (Turquie, Chine et Perse)							14.5	361.2
Total							150.9	1367.1
Autres Etats et pays							28	289.9
Tout le globe							133.9	1657

Il ressort de ce tableau que les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876, à la faveur d'un capitalisme hautement développé et " plus que mûr ", les oppresseurs et les exploités de la majorité des populations et des nations du globe. Entre 1876 et 1914, six " grandes " puissances ont accaparé 25 millions de kilomètres carrés, soit une superficie représentant deux fois et demie celle de toute l'Europe ! Six puissances tiennent dans la servitude *plus d'un demi-milliard* (523 millions) d'habitants des colonies. Pour 4 habitants des " grandes " puissances, il y en a 5 dans leurs " colonies. Tout le monde sait que les colonies ont été conquises par le fer et

par le feu, qu'on inflige à leurs populations un traitement barbare, qu'on les exploite par mille moyens (exportation de capitaux, concessions, etc.; en les trompant sur la qualité des marchandises qui leur sont vendues, en les assujettissant aux autorités de la nation " dominante ", etc., et ainsi de suite). La bourgeoisie anglo-française dupe le peuple lorsqu'elle prétend mener la guerre pour la liberté des peuples et de la Belgique : en réalité, elle mène la guerre pour conserver les immenses territoires coloniaux dont elle s'est emparée. Les impérialistes allemands auraient immédiatement évacué la Belgique, etc., si les Anglais et les Français avaient partagé avec eux leurs colonies " à l'amiable ". La situation a ceci de singulier que, dans ce conflit, le sort des colonies sera tranché par l'issue de la guerre sur le continent. Du point de vue de la justice bourgeoise et de la liberté nationale (ou du droit des nations à l'existence), l'Allemagne aurait incontestablement raison contre l'Angleterre et la France, car elle a été " lésée " en fait de colonies; ses ennemis oppriment infiniment plus de nations qu'elle ne le fait elle-même, et chez son alliée, l'Autriche, les Slaves opprimés jouissent assurément d'une plus grande liberté que dans la Russie tsariste, cette véritable " prison des peuples ". Mais l'Allemagne fait elle aussi la guerre pour opprimer des nations, et non pour les affranchir. Ce n'est pas

l'affaire des socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à piller des brigands plus vieux et plus repus. Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous. Pour cela, il faut avant tout que les socialistes disent au peuple la vérité, à savoir que cette guerre est, dans un triple sens, une guerre d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage. C'est une guerre qui vise, premièrement, à aggraver l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus " équitable " et d'une exploitation ultérieure mieux " orchestrée "; deuxièmement, à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des " grandes " puissances elles-mêmes, car l'Autriche *aussi bien que* la Russie (la Russie dans des proportions beaucoup plus grandes et bien pires que l'Autriche) ne se maintiennent qu'au moyen de ce joug qu'elles renforcent par la guerre; troisièmement, à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.

## **“ La guerre est la continuation de la politique par d’autres moyens ” (à savoir : par la violence)**

Cette sentence célèbre appartient à Clausewitz, l’un des auteurs les plus pénétrants en matière militaire. Les marxistes ont toujours considéré avec juste raison cette thèse comme la base théorique de l’interprétation de chaque guerre donnée. C’est de ce point de vue que Marx et Engels ont toujours envisagé les différentes guerres. Appliquez ce point de vue à la guerre actuelle. Vous verrez que, durant des dizaines d’années, pendant près d’un demi-siècle, les gouvernements et les classes dirigeantes d’Angleterre, de France, d’Allemagne, d’Italie, d’Autriche et de Russie ont pratiqué une politique de pillage des colonies, d’oppression de nations étrangères, d’écrasement du mouvement ouvrier. C’est cette politique, et nulle autre, qui se poursuit dans la guerre actuelle. En Autriche et en Russie notamment, la politique du temps de paix, consiste, comme celle du temps de guerre, à asservir les nations et non à les affranchir. Au contraire, en Chine, en Perse, dans l’Inde et les autres pays dépendants, nous assistons durant ces dernières dizaines d’années à une politique d’éveil à la vie nationale de dizaines et de centaines de millions d’hommes, à une politique tendant à les libérer du joug des “ grandes ” puissances réactionnaires. La guerre sur ce terrain historique peut être aujourd’hui encore une guerre progressive bourgeoise, une guerre de libération nationale. Il suffit de considérer que la guerre actuelle continue la politique des “ grandes ” puissances et des classes fondamentales qui les constituent pour constater aussitôt le caractère manifestement antihistorique, mensonger et hypocrite de l’opinion selon laquelle il serait possible, dans la guerre actuelle, de justifier l’idée de la “ défense de la patrie ”.

### **L’exemple de la Belgique**

Les social-chauvins de la Triple (aujourd’hui Quadruple) Entente (en Russie : Plékhanov et Cie) aiment par-dessus tout invoquer l’exemple de la Belgique. Mais cet exemple se retourne contre eux. Les impérialistes allemands ont violé sans vergogne la neutralité de la Belgique, comme ont fait toujours et partout les Etats belligérants qui, en cas de besoin, foulaient aux pieds *tous* les traités et engagements. Admettons que tous les Etats qui ont intérêt à respecter les traités internationaux aient déclaré la guerre à l’Allemagne, en exigeant de ce pays qu’il évacue et dédommage la Belgique. En l’occurrence, la sympathie des socialistes serait allée, bien entendu, aux ennemis de l’Allemagne. Or, le fait est justement que la guerre menée par la “ Triple (et Quadruple) Entente ” *ne l’est pas* pour la Belgique; cela est parfaitement connu, et seuls les hypocrites le dissimulent. L’Angleterre pille les colonies de l’Allemagne et la Turquie; la Russie pille la Galicie et la Turquie; la France réclame

l’Alsace-Lorraine et même la rive gauche du Rhin; un traité a été conclu avec l’Italie sur le partage du butin (Albanie et Asie Mineure); un marchandage analogue est en cours avec la Bulgarie et la Roumanie. Sur le terrain de la guerre actuelle des gouvernements actuels, il est *impossible* d’aider la Belgique autrement qu’en aidant à étrangler l’Autriche ou la Turquie, etc. ! Que vient faire alors ici la “ défense de la patrie ” ?? C’est là précisément le caractère particulier de la guerre impérialiste, guerre menée par des gouvernements bourgeois réactionnaires qui ont fait historiquement leur temps, avec pour enjeu l’oppression d’autres nations. Quiconque justifie la participation à cette guerre perpétue l’oppression impérialiste des nations. Quiconque préconise d’exploiter les difficultés actuelles des gouvernements pour lutter en faveur de la révolution sociale défend la liberté réelle de la totalité des nations, qui n’est réalisable qu’en régime socialiste.

### **Pourquoi la Russie fait-elle la guerre ?**

En Russie, l’impérialisme capitaliste du type moderne s’est pleinement révélé dans la politique du tsarisme à l’égard de la Perse, de la Mandchourie, de la Mongolie; mais ce qui, d’une façon générale, prédomine en Russie, c’est l’impérialisme militaire et féodal. Nulle part au monde la majorité de la population du pays n’est aussi opprimée : les Grands-Russes ne forment que 43% de la population, c’est-à-dire moins de la moitié, et tous les autres habitants sont privés de droits, en tant qu’allogènes. Sur les 170 millions d’habitants de la Russie, *près de 100 millions* sont asservis et privés de droits. Le tsarisme fait la guerre pour s’emparer de la Galicie et étrangler définitivement la liberté des Ukrainiens, pour conquérir l’Arménie, Constantinople, etc. Le tsarisme voit dans la guerre un moyen de détourner l’attention du mécontentement qui s’accroît à l’intérieur du pays et d’écraser le mouvement révolutionnaire grandissant. Aujourd’hui, pour deux Grands-Russes, on compte en Russie deux ou trois “ allogènes ” privés de droits : le tsarisme s’efforce, au moyen de la guerre, d’augmenter le nombre des nations opprimées par Russie, d’accentuer leur oppression et de faire ainsi échec à la lutte pour la liberté que mènent les Grand-Russes eux-mêmes. La possibilité d’asservir et de piller les autres peuples aggrave le marasme économique, car il arrive souvent que la source des revenus soit moins le développement des forces productives que l’exploitation semi-féodale des “ allogènes ”. Ainsi, du côté de la Russie, la guerre porte un caractère foncièrement réactionnaire et hostile aux mouvements de libération.

### **Qu’est-ce que le social-chauvinisme ?**

Le social-chauvinisme, c’est la “ défense de la patrie ” dans la guerre actuelle. De cette position découlent, par

voie de conséquence, la renonciation à la lutte de classe pendant la guerre, le vote des crédits militaires, etc. Les social-chauvins pratiquent en fait une politique antiprolétarienne, bourgeoise, car ils préconisent en réalité, non pas la “ défense de la patrie ” au sens de la lutte contre l’oppression étrangère, mais le “ droit ” de telles ou telles “ grandes ” puissances à piller les colonies et à opprimer d’autres peuples. Les social-chauvins reprennent à leur compte la mystification du peuple par la bourgeoisie, selon laquelle la guerre serait menée pour la défense de la liberté et de l’existence des nations, et se rangent ainsi aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Sont des social-chauvins aussi bien ceux qui justifient et exaltent les gouvernements et la bourgeoisie d’un des groupes des puissances belligérantes que ceux qui, à l’instar de Kautsky, reconnaissent aux socialistes de *toutes* les puissances belligérantes un droit identique à la “ défense de la patrie ”. Le social-chauvinisme, qui prône en fait la défense des privilèges, des avantages, des pillages et violences de “ sa propre ” bourgeoisie impérialiste (ou de toute bourgeoisie, en général), constitue une trahison pleine et entière de toutes les convictions socialistes et de la résolution du Congrès socialiste international de Bâle.

### **Le Manifeste de Bâle**

Le Manifeste sur la guerre, adopté à l’unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l’Angleterre et l’Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour “ le profit des capitalistes ou l’orgueil des dynasties ”, sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la guerre est un danger “ pour les gouvernements ” (tous sans exception), met en évidence la crainte que la “ révolution prolétarienne ” leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l’exemple de la Commune de 1871 et celui d’octobre-décembre 1905, *c’est-à-dire l’exemple de la révolution et de la guerre civile*. Par conséquent, le Manifeste de Bâle indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l’échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu’au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter “ la crise économique et politique ” créée par la guerre pour “ précipiter la chute de la domination capitaliste ”, c’est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste.

La politique des social-chauvins, qui justifient la

guerre du point de vue bourgeois sur le mouvement de libération, qui admettent la “ défense de la patrie ”, qui votent les crédits, qui entrent dans les ministères, etc., est donc une trahison pure et simple du socialisme, qui ne s’explique, comme on le verra plus loin, que par la victoire de l’opportunisme et de la politique ouvrière national-libérale au sein de la majorité des partis européens.

### **Les fausses références à Marx et Engels**

Les social-chauvins russes (Plékhanov en tête) invoquent la tactique de Marx dans la guerre de 1870; les social-chauvins allemands (genre Lensch, David et Cie) invoquent les déclarations d’Engels en 1891 sur la nécessité pour les socialistes allemands de défendre la patrie en cas de guerre contre la Russie et la France réunies; enfin, les social-chauvins genre Kautsky, désireux de transiger avec le chauvinisme international et de le légitimer, invoquent le fait que Marx et Engels, tout en condamnant les guerres, se sont néanmoins chaque fois rangés, de 1854-1855 à 1870-1871 et en 1876-1877, du côté de tel ou tel Etat belligérant, une fois le conflit malgré tout déclenché.

Toutes ces références déforment d’une façon révoltante les conceptions de Marx et d’Engels par complaisance pour la bourgeoisie et les opportunistes, de même que les écrits des anarchistes (les Guillaume et Cie) dénaturent les conceptions de Marx et d’Engels pour justifier l’anarchisme. La guerre de 1870-1871 a été, du côté de l’Allemagne, une guerre historiquement progressive jusqu’à la défaite de Napoléon III qui, de concert avec le tsar, avait longtemps opprimé l’Allemagne en y maintenant le morcellement féodal. Dès que la guerre eut tourné au pillage de la France (annexion de l’Alsace et de la Lorraine), Marx et Engels condamnèrent résolument les Allemands. Au reste, dès le début de cette guerre, Marx et Engels avaient approuvé le refus de Bebel et de Liebknecht de voter les crédits et recommandé à la social-démocratie de ne pas faire bloc avec la bourgeoisie, mais de lutter pour la sauvegarde des intérêts de classe particuliers du prolétariat. Appliquer le jugement porté sur cette guerre progressive bourgeoise et de libération nationale à la guerre impérialiste actuelle, c’est se moquer de la vérité. Il en va de même, de façon encore plus frappante, pour la guerre de 1854-1855 et pour toutes les guerres menées au XIX<sup>e</sup> siècle, alors que n’existaient *ni* l’impérialisme actuel, *ni* les conditions objectives déjà mûres du socialisme, *ni* des partis socialistes de masse dans *tous* les pays belligérants, c’est-à-dire à une époque où faisaient précisément défaut les conditions d’où le Manifeste de Bâle dégageait la tactique de la “ révolution prolétarienne ” *en relation* avec la guerre entre les grandes puissances.

Invoquer aujourd’hui l’attitude de Marx à l’égard des guerres de l’époque de la bourgeoisie *progressive* et oublier les

paroles de Marx : “ Les ouvriers n’ont pas de patrie ”, paroles qui se rapportent *justement* à l’époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l’époque de la révolution socialiste, c’est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

### **La faillite de la II<sup>o</sup> Internationale**

Les socialistes du monde entier ont déclaré solennellement en 1912, à Bâle, qu’ils considéraient la future guerre européenne comme une entreprise “ criminelle ” et ultra-réactionnaire de *tous* les gouvernements, qui devait précipiter la chute du capitalisme en provoquant inévitablement la révolution contre ce dernier. La guerre est venue, la crise a éclaté. Au lieu de la tactique révolutionnaire, la majorité des partis social-démocrates ont appliqué une tactique réactionnaire et se sont rangés du côté de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cette trahison à l’égard du socialisme marque la faillite de la II<sup>o</sup> Internationale (1889-1914), et nous devons voir clairement ce qui a déterminé cette faillite, ce qui a engendré le social-chauvinisme et ce qui lui a donné sa vigueur.

### **Le social-chauvinisme, dernier mot de l’opportunisme**

Durant toute l’existence de la II<sup>o</sup> Internationale, une lutte s’est poursuivie à l’intérieur de tous les partis social-démocrates entre l’aile révolutionnaire et l’aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y a eu scission sur ce point (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie). Aucun marxiste ne doutait que l’opportunisme fût l’expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l’expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l’alliance avec “ *leur* ” bourgeoisie d’une partie minime d’ouvriers embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.

Les conditions objectives de la fin du XIX<sup>o</sup> siècle renforçaient tout particulièrement l’opportunisme, l’utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis social-démocrates nombre de “ compagnons de route ” petits-bourgeois.

La guerre a accéléré ce développement, transformé l’opportunisme en social-chauvinisme, et l’alliance tacite des opportunistes avec la bourgeoisie, en une alliance ouverte.

En outre, les autorités militaires ont décrété partout la loi martiale et muselé la masse ouvrière, dont les anciens chefs sont passés, à peu près en bloc, du côté de la bourgeoisie.

La base économique de l’opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d’une mince

couche d’ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur “ droit ” aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par “ leur ” bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc.

Le contenu politique et idéologique de l’opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de “ son ” gouvernement en difficultés au lieu d’une utilisation de ces difficultés pour la révolution. Si l’on considère tous les pays européens dans leur ensemble, sans s’arrêter à telles ou telles personnalités (quel que soit leur prestige), on constatera que c’est bien le *courant* opportuniste qui est devenu le principal rempart du social-chauvinisme, et que du camp des révolutionnaires s’élève presque partout une protestation plus ou moins conséquente contre ce courant. Et si l’on considère, par exemple, le groupement des tendances au congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, on constatera que le marxisme international était contre l’impérialisme, tandis que, dès cette époque, l’opportunisme international le soutenait.

### **L’unité avec les opportunistes, c’est l’alliance des ouvriers avec “ leur ” bourgeoisie nationale et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale**

Autrefois, avant la guerre, l’opportunisme était souvent considéré comme une “ déviation ”, une “ position extrême ”, mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d’être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c’est désormais chose impossible. L’opportunisme s’est pleinement “ épanoui ”, il a joué jusqu’au bout son rôle d’émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L’unité avec les opportunistes est devenue un tissu d’hypocrisies, dont nous voyons un exemple dans le parti social-démocrate allemand. Dans toutes les grandes occasions (par exemple, lors du vote du 4 août), les opportunistes présentent leur ultimatum et l’imposent en mettant en jeu leurs nombreuses relations avec la bourgeoisie, leur majorité dans les directions des syndicats, etc. *L’unité* avec les opportunistes, n’étant rien d’autre que la *scission* du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait* aujourd’hui la subordination de la classe ouvrière à “ sa ” bourgeoisie nationale, l’alliance avec celle-ci en vue d’opprimer d’autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.

Si dure que soit, en certains cas, la lutte contre les opportunistes qui règnent dans maintes organisations, quelque forme particulière que prenne, dans certains pays,

le processus d'épuration des partis ouvriers se débarrassant des opportunistes, ce processus est inévitable et fécond. Le socialisme réformiste agonise; le socialisme renaissant " sera révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel " selon l'expression si juste du socialiste français Paul Golay.

### Le " kautskisme "

Kautsky, la plus grande autorité de la II<sup>e</sup> Internationale, offre un exemple éminemment typique, notoire, de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en " strouvisme " ou en " brentanisme<sup>2</sup> ". Nous en avons un autre exemple avec Plékhanov. A l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky " concilie " la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. Kautsky, qui écrivit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur le lien entre la guerre et la révolution; Kautsky, qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'évertue aujourd'hui à justifier et à farder le social-chauvinisme, et se joint comme Plékhanov à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toute initiative allant dans le sens d'une lutte nettement révolutionnaire.

La classe ouvrière ne peut jouer son rôle révolutionnaire mondial sans mener une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette servilité à l'égard de l'opportunisme et cet incroyable avilissement de la théorie marxiste. Le kautskisme n'est pas un effet du hasard, c'est le produit social des contradictions de la II<sup>e</sup> Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme.

Ce mensonge majeur du " kautskisme " se manifeste sous des formes diverses dans les différents pays. En Hollande, Roland-Holst, tout en repoussant l'idée de la défense de la patrie, plaide pour l'unité avec le parti des opportunistes. Trotsky, en Russie, repoussant également cette idée, plaide aussi pour l'unité avec le groupe opportuniste et chauvin de " Nacha Zaria ". Rakovski, en Roumanie, tout en déclarant la guerre à l'opportunisme, qu'il rend responsable de la faillite de l'Internationale, est prêt cependant à admettre l'idée de la défense de la patrie. Ce sont là des manifestations du mal

que les marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) ont appelé le " radicalisme passif ", et qui vise à substituer au marxisme révolutionnaire l'éclectisme en théorie, et la servilité ou l'impuissance devant l'opportunisme dans la pratique.

### Le mot d'ordre des marxistes est celui de la social-démocratie révolutionnaire

La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravée, à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de *tous* les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie " nationale ", suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement, des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et *toute* lutte de classe conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'" actions de masse " y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie.

Le Manifeste de Bâle invoque sans détours l'exemple de la Commune de Paris, c'est-à-dire la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile. Il y a un demi-siècle, le prolétariat était trop faible, les conditions objectives du socialisme n'étaient pas encore venues à maturité, il ne pouvait y avoir ni corrélation ni coopération des mouvements révolutionnaires dans tous les pays belligérants; l'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour " l'idéologie nationale " (la tradition de 1792) attestait de leur part une défaillance petite-bourgeoise, que Marx avait signalée en son temps et qui fut une des causes de l'échec de la Commune. Un demi-siècle plus tard, les conditions qui affaiblissaient la révolution d'alors ont disparu, et à l'heure actuelle il est impardonnable pour un socialiste de renoncer à agir, très précisément, dans l'esprit des communards parisiens.

### L'exemple de la fraternisation dans les tranchées

Les journaux bourgeois de tous les pays belligérants ont cité des exemples de fraternisation entre soldats même dans les tranchées. Et les décrets draconiens promulgués par les autorités militaires (Allemagne, Angleterre) contre cette

<sup>2</sup> L. Brentano : économiste bourgeois, partisan du " Socialisme d'État " et à l'origine de théories visant à prouver la possibilité de réaliser l'égalité sociale dans le cadre du capitalisme.

fraternisation ont démontré que les gouvernements et bourgeoisie y attachaient une sérieuse importance. Si des cas de fraternisation ont pu se produire, malgré la donation totale de l'opportunisme à la direction des partis social-démocrates d'Europe occidentale, et alors que le social-chauvinisme est soutenu par toute la presse social-démocrate, par toutes les autorités de la II<sup>e</sup> Internationale, cela nous montre à quel point il serait possible d'abrégé la durée de la guerre criminelle, réactionnaire et esclavagiste d'aujourd'hui et d'organiser le mouvement international révolutionnaire, si un travail systématique ait effectué dans ce sens, ne serait-ce que par les socialistes de gauche de tous les pays belligérants.

### **L'importance de l'organisation illégale**

Les anarchistes les plus marquants du monde entier se sont déshonorés tout autant que les opportunistes par le social-chauvinisme (dans l'esprit de Plékhanov et de Kautsky) dont ils ont fait preuve au cours de cette guerre. Un des résultats utiles de ce conflit sera sans doute qu'il tuera la fois l'opportunisme et l'anarchisme.

Sans renoncer en aucun cas et sous aucun prétexte à, utiliser la plus minime possibilité légale pour organiser les masses et propager le socialisme, les partis social-démocrates doivent rompre avec toute attitude servile devant la légalité. " Tirez les premiers, messieurs les bourgeois " , écrivait Engels<sup>3</sup>, en faisant précisément allusion à la guerre civile et à la nécessité pour nous de violer la légalité *après* que celle-ci l'aura été par la bourgeoisie. La crise a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de lutte révolutionnaires. En Allemagne, par exemple, tout ce que les socialistes font d'honnête se fait contre le vil opportunisme et l'hypocrite " kautskisme ", et cela, précisément, dans l'illégalité. En Angleterre, on est passible du baigne pour l'impression d'appels invitant à refuser le service militaire.

Considérer comme compatible avec l'appartenance au parti social-démocrate la répudiation des procédés clandestins de propagande et les railler dans la presse légale, c'est trahir le socialisme.

### **De la défaite de " son propre " gouvernement dans la guerre impérialiste**

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre

<sup>3</sup> Cf. F. Engels : *Le socialisme et la guerre*

: " Ni victoire ni défaite ", adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve " ridicule " ou " absurde " l'idée que les socialistes de *tous* les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de *tous* les gouvernements, de " leurs " gouvernements. Par contre, une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes " affaiblissait la puissance militaire " de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de " leurs " gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

### **Du pacifisme et du mot d'ordre de la paix**

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

### **Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes**

La mystification du peuple la plus largement pratiquée par la bourgeoisie dans cette guerre est le camouflage de ses buts

de brigandage derrière l'idée de la " libération nationale ". Les Anglais promettent la liberté à la Belgique; les Allemands à la Pologne, etc. En réalité, comme nous l'avons vu, c'est une guerre entre les oppresseurs de la majorité des nations du monde pour consolider et étendre cette oppression.

Les socialistes ne peuvent atteindre leur but sans lutter contre tout asservissement des nations. Aussi doivent-ils exiger absolument que les partis social-démocrates des pays *opresseurs* (des " grandes " puissances, notamment) reconnaissent et défendent le droit des nations *opprimées* à disposer d'elles-mêmes, et cela au sens politique du mot, c'est-à-dire le droit à la séparation politique. Le socialiste appartenant à une puissance impérialiste ou à une nation possédant des colonies, et qui ne défendrait pas ce droit, serait, un chauvin.

La défense de ce droit, loin d'encourager la formation de petits Etats, conduit au contraire à la formation plus libre, plus sûre et, par suite, plus large et plus généralisée, de grands Etats et de fédérations entre Etats, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique.

Les socialistes des nations *opprimées*, pour leur part, doivent lutter sans réserve pour l'unité complète (y compris sur le plan de l'organisation) des *ouvriers* des nationalités opprimées et oppressives. L'idée d'une séparation juridique des nations (ce qu'on appelle l' " autonomie nationale culturelle " de Bauer et Renner) est une idée réactionnaire.

L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de " grandes " puissances; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. " Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre " (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par " sa " nation à l'encontre d'autres nations.

## **Chapitre II : Les classes et les partis en Russie**

### **La bourgeoisie et la guerre**

Il y a un domaine où le gouvernement russe ne s'est pas laissé distancer par ses confrères européens : tout comme eux, il a su duper " son " peuple dans des proportions grandioses. Un immense, un monstrueux appareil de mensonge et de manœuvres savantes a été mis en jeu également en Russie pour inoculer aux masses le chauvinisme et leur faire admettre que le gouvernement tsariste mène une guerre " juste ", qu'il défend avec désintéressement ses " frères slaves ", etc.

La classe des gros propriétaires fonciers et la grande

bourgeoisie industrielle et commerciale ont soutenu avec ardeur la politique belliciste du gouvernement du tsar. Ils attendent avec juste raison d'immenses profits et privilèges matériels du partage de l'héritage turc et autrichien. Nombreux sont leurs congrès qui supputent déjà les bénéfices dont s'empliraient leurs poches en cas de victoire de l'armée tsariste. En outre, les réactionnaires comprennent fort bien que si quelque chose est encore capable d'ajourner la chute de la monarchie des Romanov et de retarder l'avènement d'une nouvelle révolution en Russie, ce ne peut être qu'une guerre extérieure victorieuse pour le tsar.

De larges couches de la bourgeoisie " moyenne " des villes, des intellectuels bourgeois, des représentants des professions libérales, etc., ont également été contaminées, ont au moins au début de la guerre, par le chauvinisme. Le parti de la bourgeoisie libérale russe, les cadets, a soutenu entièrement et sans réserve le gouvernement du tsar. En matière de politique étrangère, les cadets sont depuis longtemps un parti gouvernemental. Le panslavisme, au moyen duquel la diplomatie tsariste a plus d'une fois perpétré ses grandioses fourberies politiques, est devenu l'idéologie officielle des cadets. Le libéralisme russe a dégénéré en national-libéralisme. Il rivalise de " patriotisme " avec les Cent-Noirs, vote toujours volontiers pour le renforcement de l'armée, de la marine de guerre, etc. On observe dans le camp du libéralisme russe à peu près le même phénomène qu'entre 1870 et 1880 en Allemagne, quand le libéralisme " libre penseur " s'est désagrégé et a donné naissance au parti national-libéral. La bourgeoisie libérale russe s'est définitivement engagée dans la voie de la contre-révolution. Le point de vue du P.O.S.D.R. dans cette question s'est entièrement confirmé. La conception de nos opportunistes selon laquelle le libéralisme russe serait encore la force motrice de la révolution en Russie été battue en brèche par la vie.

La clique dirigeante a également réussi, avec le concours de la presse bourgeoise, du clergé, etc., à susciter un état d'esprit chauvin parmi la paysannerie. Mais à mesure que les soldats rentreront des champs de carnage, l'état d'esprit à la campagne se modifiera certainement dans un sens hostile à la monarchie tsariste. Les partis démocrates bourgeois qui touchent de près à la paysannerie n'ont pas résisté à la vague de chauvinisme. Le parti des troudeviks a refusé, à la Douma d'État, de voter les crédits militaires. Mais, par la bouche de son chef Kerenski, il a donné lecture d'une déclaration " patriotique " qui faisait parfaitement le jeu de la monarchie. Toute la presse légale des " populistes " a, dans les grandes lignes, emboîté le pas aux libéraux. Même l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, le parti dit socialiste-révolutionnaire, affilié au Bureau Socialiste International, a suivi le même courant. Les

interventions du représentant de ce parti au B.S.I., M. Roubanovitch, sont celles d'un social-chauvin avéré. La moitié des délégués de ce parti à la conférence des socialistes de l' "Entente" à Londres a voté la résolution chauvine (pendant que l'autre moitié s'abstenait). Dans la presse illégale des socialistes-révolutionnaires (le journal *Novosti*<sup>4</sup>, etc.), ce sont les chauvins qui prédominent. Les révolutionnaires "issus d'un milieu bourgeois", c'est-à-dire les révolutionnaires bourgeois qui ne sont pas liés à la classe ouvrière, ont essuyé une défaite cuisante dans cette guerre. Le triste sort de Kropotkine, Bourtsév et Roubanovitch est extrêmement significatif.

### **La classe ouvrière et la guerre**

Le prolétariat est la seule classe, en Russie, à laquelle on ne soit pas parvenu à inoculer le virus du chauvinisme. Les quelques excès du début de la guerre n'ont affecté que les couches les plus arriérées des ouvriers. La participation des ouvriers aux scandaleuses manifestations de Moscou contre les Allemands a été fortement exagérée. D'une façon générale, la classe ouvrière de Russie s'est révélée immunisée contre le chauvinisme.

Cela s'explique par la situation révolutionnaire dans le pays et les conditions générales d'existence du prolétariat de Russie.

Les années 1912-1914 ont marqué le début d'un nouvel et prodigieux essor révolutionnaire en Russie. Nous avons de nouveau assisté à un vaste mouvement de grève, sans précédent dans le monde. La grève révolutionnaire de masse a englobé en 1913, selon les estimations les plus modestes, un million et demi de participants; en 1914, elle en comptait plus de 2 millions et se rapprochait du niveau de 1905. A la veille de la guerre, à Pétersbourg, on en était déjà aux premiers combats de barricades.

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie, parti illégal, a rempli son devoir vis-à-vis de l'Internationale. Le drapeau de l'internationalisme n'a pas tremblé dans ses mains. Notre Parti a depuis longtemps rompu sur le terrain de l'organisation avec les groupes et les éléments opportunistes. Il n'avait pas à traîner derrière lui le boulet de l'opportunisme et de la "légalité à tout prix". Et c'est ce qui lui a permis de remplir son devoir révolutionnaire, de même que la scission avec le parti opportuniste de Bissolati a aidé les camarades italiens.

La situation d'ensemble dans notre pays est défavorable à l'épanouissement de l'opportunisme "socialiste" au sein des masses ouvrières. Nous avons en Russie bien des nuances de l'opportunisme et du réformisme parmi les

<sup>4</sup> *Novosti* (Les Nouvelles) : quotidien du Parti Socialiste-Révolutionnaire, publié à Paris d'août 1914 à mai 1915.

<sup>5</sup> *Prolétarski Goloss* (la Voix du Prolétariat) : journal clandestin du comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R., publié de février 1915 à décembre 1916. Il en parut quatre numéros; le premier contenait le manifeste du Comité Central : *La guerre et la social-démocratie russe*.

intellectuels, dans la petite bourgeoisie, etc. Mais cet opportunisme ne compte qu'une minorité infime d'adeptes dans les couches ouvrières politiquement actives. La catégorie des ouvriers et des employés privilégiés est très peu nombreuse. Le fétichisme de la légalité ne pouvait naître parmi nous. Les liquidateurs (le parti des opportunistes, dirigé par Axelrod, Potressov, Tchérévanine, Maslov, etc.) ne jouissaient avant la guerre d'aucun appui sérieux dans les masses ouvrières. A la IV<sup>e</sup> Douma d'État, les six députés ouvriers étaient tous adversaires du courant liquidateur. Le tirage de la presse ouvrière légale à Pétrograd et à Moscou et les résultats des souscriptions ont montré irréfutablement que les quatre cinquièmes des ouvriers conscients sont hostiles à l'opportunisme et au courant liquidateur.

Dès le début de la guerre, le gouvernement tsariste fit arrêter et déporter des milliers et des milliers d'ouvriers avancés, membres de notre P.O.S.D.R. illégal. Ce fait, à côté de la proclamation de la loi martiale dans le pays, de l'interdiction de nos journaux, etc., eut pour effet de retarder le mouvement. Mais notre Parti n'en poursuit pas moins son action révolutionnaire clandestine. A Pétrograd, le comité de notre Parti fait paraître un journal illégal, le *Prolétarski Goloss*<sup>5</sup>.

Les articles de l'organe central *le Social-Démocrate*, publié à l'étranger, sont réimprimés à Pétrograd et expédiés en province. On fait paraître des tracts illégaux, diffusés jusque dans les casernes. Hors de la ville, dans divers coins retirés, se tiennent des réunions ouvrières illégales. Ces derniers temps, on a vu éclater à Pétrograd d'importantes grèves de métallurgistes. A l'occasion de ces grèves, notre Comité de Pétrograd a lancé plusieurs appels adressés aux ouvriers.

### **La fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'État et la guerre**

En 1913, une scission se fit parmi les députés social-démocrates à la Douma d'État. D'un côté se trouvèrent sept partisans de l'opportunisme, dirigés par Tchkhéidzé, qui avaient été élus par sept provinces non prolétariennes comptant 214 000 ouvriers. De l'autre, six députés, tous de la curie ouvrière, qui étaient les élus des centres les plus industriels de la Russie, comptant 1 008 000 ouvriers.

Le principal sujet de désaccord était : tactique du marxisme révolutionnaire ou tactique du réformisme opportuniste. Pratiquement, le désaccord s'affirmait surtout dans le domaine de l'activité extra-parlementaire parmi les masses. Cette activité devait être menée en Russie illégalement si ses promoteurs voulaient rester sur le terrain révolutionnaire.

La fraction Tchkhéidzé demeurait l'alliée la plus fidèle des liquidateurs, qui désavouaient le travail clandestin; elle les défendait parmi les ouvriers, à toutes les réunions. D'où la scission. Les six députés formèrent la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Une année de travail montre irréfutablement qu'elle ralliait autour d'elle l'immense majorité des ouvriers russes.

Au début de la guerre, le désaccord devint manifeste. La fraction Tchkhéidzé se réfugia sur le terrain strictement parlementaire. Elle ne vota pas les crédits, car autrement elle aurait provoqué contre elle une tempête d'indignation chez les ouvriers. (Nous avons vu qu'en Russie, même les troudoviks petits-bourgeois n'ont pas voté les crédits.) Mais elle n'éleva pas non plus de protestation contre le social-chauvinisme.

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui exprimait la ligne politique de notre Parti, se comporta autrement. Elle porta la protestation contre la guerre au plus profond de la classe ouvrière, elle fit de la propagande contre l'impérialisme au sein des masses prolétariennes russes.

Et elle fut accueillie avec une très grande sympathie par les ouvriers, ce qui eut pour effet d'effrayer le gouvernement et de l'obliger, en violation évidente de ses propres lois, à faire arrêter nos camarades députés qui furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie. Dès son premier communiqué officiel relatif à l'arrestation de nos camarades, le gouvernement tsariste annonçait :

“ Certains membres des sociétés social-démocrates, qui se sont assigné comme but d'ébranler la puissance militaire de la Russie en faisant de l'agitation contre la guerre au moyen de proclamations clandestines et d'une propagande orale, ont pris à cet égard une position toute particulière. ”

Lorsque parut l'appel bien connu de Vandervelde invitant à suspendre “ momentanément ” la lutte contre le tsarisme, - il ressort maintenant des témoignages du prince Koudachev, ministre du tsar en Belgique, que Vandervelde n'a pas rédigé cet appel tout seul, mais en collaboration avec ledit ministre du tsar, - *seul* notre Parti, représenté par son Comité Central, y répondit par la négative. Le centre dirigeant des liquidateurs accepta la proposition de Vandervelde et déclara officiellement dans la presse que, “ dans son activité, *il ne s'opposait pas à la guerre* ”.

Le gouvernement tsariste accusa avant tout nos camarades députés d'avoir propagé parmi les ouvriers notre réponse négative à Vandervelde.

Au procès, le procureur tsariste Nénarokomov cita en exemple à nos camarades les socialistes allemands et français. “ Les social-démocrates allemands, a-t-il dit, ont voté les crédits militaires et se sont montrés les amis du gouvernement. Ainsi ont agi les social-démocrates d'Allemagne, tandis que les tristes paladins de la

social-démocratie russe en ont décidé autrement... Les socialistes de Belgique et de France ont tous comme un seul homme oublié leurs dissensions avec les autres classes, oublié les différends de parti et se sont rendus sans hésitation sous les drapeaux. ” Tandis que les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, exécutant les directives du Comité Central du Parti, agirent tout autrement...

Le procès évoqua en un tableau saisissant le vaste travail illégal d'agitation contre la guerre déployé par notre Parti au sein des masses prolétariennes. Le tribunal tsariste ne réussit certes pas, bien loin de là, à “ déceler ” l'activité de nos camarades dans ce domaine. Mais ce qui avait été décelé suffit à prouver l'importance du travail accompli en un bref laps de temps, en quelques mois.

Au cours du procès, lecture fût donnée des proclamations de nos groupes et comités contre la guerre et pour une tactique internationaliste. Les ouvriers conscients de tout le pays étaient en liaison avec la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui s'efforçait, dans la mesure de ses moyens, de les aider à porter un jugement sur la guerre du point de vue du marxisme

Le camarade Mouranov, député des ouvriers de la province de Kharkov, a déclaré devant le tribunal :

“ Conscient de ne pas avoir été envoyé par le peuple à la Douma d'État pour rester vissé à mon fauteuil de député, je me rendais en province pour connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière. ”

Il a reconnu aussi, au cours du procès, avoir assumé les fonctions d'agitateur illégal de notre Parti, avoir organisé dans l'Oural un comité ouvrier à l'usine de Verkh-Issetski, et ailleurs. Le procès a montré qu'après le début de la guerre, les membres de la Fraction avaient fait le tour de presque toute la Russie aux fins de propagande; que Mouranov, Pétrovski, Badaïev, etc., avaient organisé de nombreuses réunions ouvrières au cours desquelles étaient adoptées des résolutions contre la guerre, etc.

Le gouvernement tsariste menaçait les inculpés de la peine de mort. Ce qui fait qu'au cours même du procès, tous ne se sont pas montrés aussi courageux que le camarade Mouranov. Ils se sont attachés à compliquer la tâche des procureurs tsaristes qui cherchaient à obtenir leur condamnation. C'est ce dont profitent indignement aujourd'hui les social-chauvins russes pour estomper le fond de la question : de quel parlementarisme la classe ouvrière a-t-elle besoin ?

Le parlementarisme est reconnu par Südekum et par Heine, par Sembat et par Vaillant, par Bissolati et par Mussolini et par Tchkhéidzé et par Plékhanov. Le parlementarisme est également reconnu par nos camarades de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie, de même

que par les camarades bulgares et italiens qui ont rompu avec les chauvins. Il y a parlementarisme et parlementarisme. Les uns utilisent la tribune parlementaire pour se faire bien voir de leurs gouvernements, ou en mettant les choses au mieux, pour tirer leur épingle du jeu, comme la fraction Tchkhédzé. D'autres mettent à profit le parlementarisme pour rester des révolutionnaires jusqu'au bout, pour remplir leur devoir de socialistes et d'internationalistes, si difficiles que soient les circonstances. L'activité parlementaire des uns les conduit en prison, en déportation, au bagne. Les uns servent la bourgeoisie; les autres le prolétariat. Les uns sont social-impérialistes. Les autres sont des marxistes révolutionnaires.

### Chapitre III : La reconstitution de l'Internationale

Comment reconstituer l'Internationale? Mais, tout d'abord, quelques mots pour dire comment il ne faut pas reconstituer l'Internationale.

#### La méthode des social-chauvins et du "centre"

Oh, les social-chauvins de tous les pays sont de grands "internationalistes"! Depuis le début de la guerre, ils sont accablés de soucis pour l'Internationale. D'une part, ils assurent qu'il est "exagéré" de parler d'une *faillite* de l'Internationale. En réalité, il ne s'est rien passé d'extraordinaire. Ecoutez Kautsky : tout simplement, l'Internationale est "un instrument du temps de paix"; il est bien naturel qu'en temps de guerre cet instrument ne se soit pas montré tout à fait à la hauteur. D'autre part, les social-chauvins de tous les pays ont trouvé un moyen très simple - et, qui plus est, internationaliste - de s'en tirer. Le moyen n'est pas compliqué : il suffit d'attendre la fin de la guerre; jusqu'à la cessation de la guerre, les socialistes de chaque pays doivent défendre leur "patrie" et soutenir "leur" gouvernement; la guerre finie, on "s'amnistiera" les uns les autres, on reconnaîtra que *tout le monde* avait raison, qu'en temps de paix nous vivons comme des frères, mais qu'en temps de guerre, sur la base précise de telles et telles résolutions, nous appelons les ouvriers allemands à exterminer leurs frères français, et inversement.

Kautsky, Plékhanov, Victor Adler et Heine sont tous d'accord là-dessus. Victor Adler écrit que "cette dure époque une fois révolue, notre premier devoir sera de ne pas nous chercher chicane les uns aux autres". Kautsky affirme que, "jusqu'à présent, on n'a entendu nulle part aucun des socialistes sérieux faire de déclaration laissant mal augurer" du sort de l'Internationale. Plékhanov dit qu'il est

v" désagréable de serrer des mains (de social-démocrates allemands) maculées du sang de victimes innocentes". Mais il offre aussitôt l'"amnistie" : "il serait tout indiqué en l'occurrence, écrit-il, de soumettre le cœur à la raison. Au nom de sa grande mission, l'Internationale devra tenir compte même des regrets tardifs". Heine, dans les *Sozialistische Monatshefte*, qualifie de "courageuse et fière" l'attitude de Vandervelde et la cite en exemple aux gauches allemands.

En un mot, quand la guerre sera finie, nommez une commission composée de Kautsky et de Plékhanov, de Vandervelde et d'Adler, et alors une résolution "unanime" dans l'esprit d'une amnistie mutuelle sera rédigée en un tournemain. La controverse sera heureusement estompée. Au lieu d'aider les ouvriers à voir clair dans ce qui s'est passé, on les trompera au moyen d'une apparente "unité" sur le papier. L'union des social-chauvins et des hypocrites de tous les pays sera baptisée reconstitution de l'Internationale.

Inutile de se le dissimuler : le danger d'une pareille "reconstitution" est très grand. Les social-chauvins de tous les pays y ont tous également intérêt. Aucun d'entre eux ne veut que les masses ouvrières de son pays démêlent par elles-mêmes la question : socialisme *ou* nationalisme. Tous ont également intérêt à dissimuler mutuellement leurs péchés. Aucun ne peut rien proposer d'autre que ce que propose Kautsky, ce virtuose de l'hypocrisie "internationaliste".

Or, l'on ne se rend guère compte de ce danger. Nous avons été témoins, depuis un an que dure la guerre, de bien des tentatives visant à renouer les liens internationaux. Nous ne parlerons pas des conférences de Londres et de Vienne où des chauvins avérés s'étaient réunis pour aider les états-majors généraux et la bourgeoisie de leurs "patries". Nous pensons aux conférences de Lugano et de Copenhague, à la Conférence internationale des femmes et à la Conférence internationale des jeunes<sup>6</sup>. Ces assemblées étaient animées des meilleures intentions. Mais elles n'ont absolument pas vu ce danger. Elles n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste. Elles n'ont pas montré au prolétariat le danger auquel l'expose la méthode social-chauvine de "reconstitution" de l'Internationale. Dans le meilleur des cas, elles se sont bornées à reprendre d'anciennes résolutions, sans indiquer aux ouvriers qu'à défaut d'une lutte contre les social-chauvins, la cause du socialisme est sans espoir. Dans le meilleur des cas, elles n'ont fait que *marquer le pas*.

#### La situation au sein de l'opposition

<sup>6</sup> La *conférence socialiste internationale des jeunes* se tint à Lugano du 4 au 6/4/1915 avec des représentants de Suisse, Russie, Norvège, Hollande, Bulgarie, Allemagne, Pologne, Italie, Danemark et Suède. Elle décida d'organiser une journée internationale de la jeunesse et se dota d'un bureau. Son organe, la *Jugend Internationale* publiera des textes de Lénine et Liebknecht.

Il est hors de doute que la situation au sein de l'opposition social-démocrate allemande présente le plus vif intérêt pour tous les internationalistes. La social-démocratie allemande officielle, qui était le parti le plus fort, le parti dirigeant, au sein de la II<sup>e</sup> Internationale, a porté le coup le plus dur à l'organisation internationale des ouvriers. Mais c'est aussi dans la social-démocratie allemande que l'opposition s'est avérée la plus forte. Parmi les grands partis européens, c'est dans la social-démocratie allemande que les camarades demeurés fidèles au drapeau du socialisme ont été les premiers à élever une vigoureuse protestation. C'est avec joie que nous avons lu les revues *Lichtstrahlen* et *Die Internationale*. C'est avec plus de joie encore que nous avons appris la diffusion en Allemagne de proclamations révolutionnaires illégales, comme, par exemple :

“ L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays. ”

Cela montrait que l'esprit du socialisme était vivace parmi les ouvriers allemands, qu'il existait encore des hommes, en Allemagne, capables de défendre le marxisme révolutionnaire.

C'est au sein de la social-démocratie allemande que s'est affirmée avec le plus de relief la scission dans le socialisme contemporain. Nous y voyons se manifester très nettement trois tendances : les opportunistes chauvins qui n'ont atteint nulle part autant qu'en Allemagne ce degré de déchéance et de reniement; le “ centre ” kautskiste qui s'y est avéré parfaitement impuissant à remplir tout autre rôle que celui de serviteur des opportunistes; et la gauche qui représente les seuls social-démocrates d'Allemagne.

Ce qui nous intéresse le plus, naturellement, c'est la situation au sein de la gauche allemande. Nous y voyons des camarades qui sont l'espoir de tous les éléments internationalistes.

### Quelle est donc cette situation ?

La revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait que tout, dans la gauche allemande, en est encore au stade de la fermentation, qu'il y aura encore de grands regroupements, qu'il y a dans son sein des éléments plus résolus et d'autres qui le sont moins.

Nous ne prétendons évidemment pas le moins du monde, nous autres internationalistes russes, nous mêler des affaires intérieures de nos camarades de la gauche allemande. Nous comprenons qu'eux seuls sont pleinement compétents pour fixer leurs méthodes de lutte contre les opportunistes, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Seulement, nous estimons avoir le droit et le devoir d'exprimer ouvertement notre opinion sur la situation.

Nous sommes convaincus que l'éditorialiste de la revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'il affirmait que le “ centre ” kautskiste était plus

préjudiciable au marxisme que le social-chauvinisme déclaré. Estomper maintenant les divergences, prêcher aux ouvriers sous couleur de marxisme ce que prêche le kautskisme, c'est, endormir les ouvriers, c'est être plus nuisible que les Südekum et les Heine, qui posent la question de front et obligent les ouvriers à y voir clair.

La fronde contre les “ instances supérieures ”, que Kautsky et Haase se permettent depuis quelque temps, ne doit induire personne en erreur. Les divergences entre eux et les Scheidemann ne sont pas des divergences de principe. Les uns estiment que Hindenburg et Mackensen ont *déjà* vaincu, et que l'on peut à présent se payer le luxe de protester contre les annexions. Les autres estiment que Hindenburg et Mackensen n'ont pas *encore* vaincu, et que, par suite, il faut “ tenir jusqu'au bout ”.

Le kautskisme ne mène contre les “ instances supérieures ” qu'une lutte de façade à seule fin de dissimuler, après la guerre, aux yeux des ouvriers le débat de principe et d'escamoter la question par une mille et unième résolution ronflante rédigée dans un esprit vaguement “ gauchiste ”, art en lequel les diplomates de la II<sup>e</sup> Internationale sont passés maîtres.

On conçoit fort bien que, dans la lutte difficile contre les “ instances supérieures ”, l'opposition allemande doive utiliser aussi cette fronde sans principe du kautskisme. Mais la pierre de touche, pour tout internationaliste, doit demeurer l'attitude négative à l'égard du néo-kautskisme. Seul est un véritable internationaliste celui qui combat le kautskisme, qui comprend que le “ centre ”, *même après* le prétendu tournant de ses chefs, reste, quant aux principes, *l'allié des chauvins et des opportunistes*.

Notre attitude envers les éléments hésitants au sein de l'Internationale, en général, a une importance considérable. Ces éléments - les socialistes de nuance pacifiste surtout - existent aussi bien dans les pays neutres que dans certains pays belligérants (par exemple, en Angleterre, le Parti Ouvrier Indépendant). Ils peuvent être nos compagnons de route. Un rapprochement avec eux contre les social-chauvins est indispensable. Mais il ne faut pas oublier que ce sont *seulement* des compagnons de route et que, pour le principal, l'essentiel, lorsqu'il s'agira de reconstituer l'Internationale, ils ne seront pas avec nous, mais contre nous, qu'ils suivront Kautsky, Scheidemann, Vandervelde, Sembat. Dans les délibérations internationales on ne peut limiter son programme à ce qui est acceptable pour ces éléments. Sinon, nous serons nous-mêmes prisonniers des pacifistes hésitants. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à la Conférence internationale des femmes à Berne. La délégation allemande, qui partageait le point de vue de la camarade Clara Zetkin, a pratiquement joué à cette conférence le rôle de “ centre ”. La conférence féminine

n'a dit que ce qui était acceptable pour les déléguées du parti hollandais opportuniste de Troelstra et pour les déléguées de l'I.L.P. (Parti Ouvrier Indépendant), lequel - ne l'oublions pas - a voté pour la résolution de Vandervelde à la conférence des chauvins de l' "Entente" à Londres. Nous respectons hautement l'I.L.P. pour sa lutte courageuse contre le gouvernement anglais pendant la guerre. Mais nous savons que ce parti ne s'est jamais placé ni ne se place sur le terrain du marxisme. Or, nous estimons que la tâche principale de l'opposition social-démocrate est, à l'heure actuelle, de lever le drapeau du marxisme révolutionnaire, de dire aux ouvriers avec fermeté et précision notre point de vue sur les guerres impérialistes, de lancer le mot d'ordre des actions révolutionnaires de masse, c'est-à-dire de faire de l'époque des guerres impérialistes le début d'une époque de guerres civiles.

Des éléments social-démocrates révolutionnaires existent, en dépit de tout, dans maints pays. Ils existent en Allemagne, en Russie, en Scandinavie (la tendance influente représentée par le camarade Höglund), dans les Balkans (le parti des "tesniaki" bulgares), en Italie, en Angleterre (une fraction du Parti socialiste britannique), en France (Vaillant lui-même a reconnu dans *l'Humanité* avoir reçu des lettres de protestation émanant d'internationalistes, mais il s'est bien gardé d'en publier une seule intégralement), en Hollande (les tribunistes<sup>7</sup>), etc. Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure.

Les délibérations touchant les programmes dits "d'action" se bornaient jusqu'ici à proclamer plus ou moins intégralement un programme de pacifisme pur et simple. Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte révolutionnaire que la revendication de la "paix" prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme *marxiste* fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et *contre* eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une

lutte sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes.

### **Le Parti Ouvrier social-démocrate de Russie et la III<sup>e</sup> Internationale**

Le P.O.S.D.R. s'est depuis longtemps séparé de ses opportunistes. A présent, les opportunistes russes sont devenus par-dessus le marché des chauvins. Cela ne fait que nous confirmer dans l'opinion que cette scission était nécessaire dans l'intérêt du socialisme. Nous avons la conviction que les divergences actuelles entre social-démocrates et social-chauvins ne sont nullement moindres qu'elles ne l'étaient entre socialistes et anarchistes, au moment où les social-démocrates se sont séparés de ces derniers. L'opportuniste Monitor a eu raison de dire, dans les *Preussische Jahrbücher*, que l'unité actuelle est avantageuse pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux, réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

La III<sup>e</sup> Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre Parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les social-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste *internationale*, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les *différents* pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre Parti adhérera avec joie à cette III<sup>e</sup> Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela voudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre Parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se

<sup>7</sup> Les tribunistes représentaient la gauche social-démocrates hollandaise, regroupés autour de la revue *De Tribune*. Exclue du parti en 1909, ils forment alors un parti indépendant. Ils seront à l'origine de la fondation du P.C. hollandais et critiqués pour leur "gauchisme" par Lénine.

situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sur, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que *notre* Parti, dans *notre* pays, au sein de *notre* prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale *marxiste*.

En Russie non plus, il ne manque ni de social-chauvins avérés ni de groupes du "centre". Ces gens lutteront contre la formation d'une Internationale marxiste. Nous savons que Plékhanov se place sur le même terrain de principe que Südekum et que, dès maintenant, il lui tend la main. Nous savons que le "Comité d'organisation" dirigé par Axelrod prêche le kautskisme sur le terrain russe. Sous couleur d'unité de la classe ouvrière, ces gens-là prêchent l'unité avec les opportunistes et, par leur truchement, avec la bourgeoisie. Mais tout ce que nous savons du mouvement ouvrier actuel en Russie nous donne la pleine assurance que le prolétariat conscient de Russie restera, comme par le passé, *avec notre Parti*.

#### **Chapitre IV : L'histoire de la scission et la situation actuelle de la social-démocratie en Russie**

La tactique du P.O.S.D.R. à l'égard de la guerre, que nous avons exposée plus haut, découle nécessairement de trente années de développement de la social-démocratie en Russie. Il est impossible de bien comprendre cette tactique, pas plus que la situation actuelle de la social-démocratie dans notre pays, sans réfléchir à l'histoire de notre Parti. Aussi devons-nous rappeler au lecteur les grandes lignes de cette histoire.

La social-démocratie est née en tant que courant idéologique en 1883, lorsque le groupe "Libération du Travail" exposa méthodiquement pour la première fois, à l'étranger, les conceptions social-démocrates appliquées à la Russie. Jusque vers 1890, la social-démocratie resta un courant d'idées, sans lien avec le mouvement ouvrier de masse en Russie. Après 1890, la poussée sociale, l'effervescence et le mouvement gréviste des ouvriers firent de la social-démocratie une force politique active, indissolublement liée à la lutte (économique aussi bien que politique) de la classe ouvrière. Or, à cette même époque, commence la scission de la social-démocratie en "économistes" et "iskristes".

#### **Les "économistes" et l'ancienne Iskra (1894-1903)**

L' "économisme" fut un courant opportuniste au sein

de la social-démocratie russe. Son essence politique se réduisait au programme suivant : " Aux ouvriers, la lutte économique; aux libéraux, la lutte politique. " Son principal appui théorique était ce qu'on appelait le " marxisme légal " ou " strouvisme ", qui " reconnaissait " un " marxisme " complètement vidé de tout esprit révolutionnaire et adapté aux besoins de la bourgeoisie libérale. Invoquant l'état arriéré de la masse des ouvriers en Russie, et désireux d' " aller avec les masses ", les " économistes " limitaient les objectifs et l'ampleur du mouvement ouvrier à la lutte économique et au soutien politique du libéralisme, sans s'assigner des tâches politiques indépendantes, ni aucun objectif révolutionnaire.,

L'ancienne *Iskra* (1900-1903) lutta victorieusement contre l' " économisme " au nom des principes de la social-démocratie révolutionnaire. Toute l'élite du prolétariat conscient se rangea aux côtés de l'*Iskra*. A quelques années de la révolution, la social-démocratie présenta un programme hautement conséquent et intransigeant. La lutte des classes et l'action des masses au cours de la révolution de 1905 confirmèrent ce programme. Les " économistes " s'adaptèrent au retard des masses. L'*Iskra* forma une avant-garde ouvrière capable de mener les masses en avant. Les arguments actuels des social-chauvins (sur la nécessité de compter avec la masse, sur le caractère progressiste de l'impérialisme, sur les " illusions " des révolutionnaires, etc.) avaient déjà *tous* été formulés par les économistes. La Russie social-démocrate connut il y a vingt ans une révision opportuniste du marxisme à la sauce " strouviste ".

#### **Le menchévisme et le bolchévisme (1903-1908)**

L'époque de la révolution démocratique bourgeoise suscita au sein de la social-démocratie une nouvelle lutte de tendances qui fut le prolongement direct de la précédente. L' " économisme " se mua en " menchévisme ". La défense de la tactique révolutionnaire de l'ancienne *Iskra* donna naissance au " bolchévisme ".

Dans la période orageuse de 1905-1907, le menchévisme s'affirma comme un courant opportuniste soutenu par les bourgeois libéraux, et qui introduisait les tendances de la bourgeoisie libérale dans le mouvement ouvrier. L'adaptation de la lutte de la classe ouvrière au libéralisme, telle en était l'essence. Au contraire, le bolchévisme assignait comme tâche aux ouvriers social-démocrates d'entraîner la paysannerie démocratique à la lutte révolutionnaire en dépit des flottements et des trahisons du libéralisme. Et les masses ouvrières, ainsi que le reconnurent plus d'une fois les menchéviks eux-mêmes, suivirent pendant la révolution les bolchéviks dans toutes les actions importantes.

La révolution de 1905 vérifia, consolida, approfondit et trempa au combat la tactique social-démocrate révolutionnaire intransigeante en Russie. L'action ouverte des classes et des partis révéla maintes fois la liaison de l'opportunisme social-démocrate (le "menchévisme") avec le libéralisme.

### Le marxisme et le courant liquidateur (1908-1914)

L'époque contre-révolutionnaire mit de nouveau à l'ordre du jour, sous une forme absolument nouvelle, l'alternative : tactique opportuniste ou tactique révolutionnaire de la social-démocratie. Le courant principal du menchévisme, en dépit des protestations formulées par nombre de ses meilleurs représentants, engendra le courant liquidateur, la renonciation à la lutte pour une nouvelle révolution en Russie, l'abandon de l'organisation et de l'action illégales, des railleries méprisantes à l'égard de l'"action clandestine", du mot d'ordre de la république, etc. Le groupe de publicistes "légaux" de la revue *Nacha Zaria* (MM. Potressov, Tchérévanine, et constitua un noyau indépendant du vieux parti social-démocrate, et que la bourgeoisie libérale de Russie, désireuse de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, soutenait, exaltait et choyait de mille manières.

Ce groupe d'opportunistes fut exclu du Parti à la conférence du P.O.S.D.R. de janvier 1912, qui reconstitua le Parti malgré la résistance éperdue de toute une série de groupes et groupuscules établis à l'étranger. Pendant plus de deux ans (début de 1912-milieu de 1914) se poursuivit une lutte acharnée entre les deux partis social-démocrates : le Comité central élu en janvier 1912 et le "Comité d'organisation", qui ne reconnaissait pas la Conférence de janvier et voulait reconstituer le Parti d'une manière différente en maintenant l'unité avec le groupe de "Nacha Zaria". Une âpre bataille se livra entre les deux quotidiens ouvriers (la *Pravda* et le *Loutch*<sup>8</sup> ainsi que leurs successeurs), et entre les deux fractions social-démocrates à la IV<sup>e</sup> Douma d'État (la "Fraction ouvrière social-démocrate de Russie" des pravdistes ou marxistes, et la "Fraction social-démocrate" des liquidateurs avec à sa tête Tchkhéidzé).

En défendant la fidélité aux enseignements révolutionnaires du Parti, en prêtant appui à l'essor du mouvement ouvrier qui s'amorçait à cette époque (surtout

après le printemps 1912), en combinant l'organisation légale et illégale, la presse et le travail d'agitation, les "pravdistes" rallièrent autour d'eux l'immense majorité de la classe ouvrière consciente, alors que les liquidateurs qui agissaient comme force politique uniquement en tant que groupe de "Nacha Zaria", bénéficiaient de larges appuis auprès des éléments bourgeois libéraux.

Les versements ouvertement effectués par les groupes ouvriers aux journaux des deux partis, qui étaient à l'époque le mode de *cotisation* adopté par la social-démocratie russe, compte tenu des conditions du pays (le seul mode qui fût légalement et librement contrôlable par tous), confirmèrent nettement que la source de la force et de l'influence des "pravdistes" (marxistes) était prolétarienne, et que celle des liquidateurs (et de leur "Comité d'organisation") était libérale bourgeoise. Voici de brèves données sur ces versements dont il a été rendu compte en détail dans le livre *Le marxisme et le courant liquidateur*, et en abrégé dans le journal social-démocrate allemand *Leipziger Volkszeitung*<sup>9</sup> du 21 juillet 1914.

Nombre et montant (les versements effectués aux journaux quotidiens de Pétersbourg, marxistes (pravdistes) et liquidateurs, du 1<sup>er</sup> janvier au 13 mai 1914 :

	Pravdistes		Liquidateurs	
	Nombre de versements	Montant total (roubles)	Nombre de versements	Montant total (roubles)
Provenant des groupes ouvriers	2873	18934	671	5296
Autre provenance	713	2650	453	6760

Ainsi, notre Parti groupait en 1914 autour de la tactique social-démocrate révolutionnaire les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Pour toute l'année 1913, le nombre des cotisations versées par les groupes ouvriers s'élevait à 2 181 chez les pravdistes et à 661 chez les liquidateurs. Du 1<sup>er</sup> janvier 1913 au 13 mai 1914 le montant total est de 5 054 cotisations versées par les groupes ouvriers aux "pravdistes" (c'est-à-dire à notre Parti) et 1 332, soit 20,80 % versées aux liquidateurs.

### Le marxisme et le social-chauvinisme (1914-1915)

La grande guerre européenne de 1914-1915 a permis à tous les social-démocrates européens, y compris les russes, de vérifier leur tactique en fonction d'une crise d'importance mondiale. Le caractère réactionnaire, spoliateur, esclavagiste de la guerre est infiniment plus frappant du côté du tsarisme que du côté des autres gouvernements. Et, malgré cela, le principal groupe de liquidateurs (le seul qui, en dehors du nôtre, exerce, grâce à ses relations avec les libéraux, une

<sup>8</sup> *Loutch* (le Rayon) : quotidien menchévik, parût légalement à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913.

<sup>9</sup> *Leipziger Volkszeitung* (le journal populaire de Leipzig) : quotidien social démocrate de 1894 à 1933. Avant 1914, dirigé par la gauche du parti. R. Luxemburg et F. Mehring en furent longtemps rédacteurs.

influence sérieuse en Russie) a viré au social-chauvinisme ! Ayant détenu pendant assez longtemps le monopole de la légalité, ce groupe de “ *Nacha Zaria* ” a prêché aux masses la “ non-résistance à la guerre ”, souhaitant la victoire de la Triple (aujourd’hui Quadruple) Entente, accusant l’impérialisme allemand de “ péchés démesurés ”, etc. Plékhanov, qui a fourni depuis 1903 de multiples exemples de son extrême veulerie en politique jet de son ralliement aux opportunistes, a accentué encore plus cette prise de position, ce qui lui vaut d’être encensé par toute la presse bourgeoise de Russie. Il s’est abaissé jusqu’à déclarer que la guerre menée par le tsarisme était une guerre juste, et à faire publier dans la presse gouvernementale d’Italie une interview appelant ce pays à entrer dans la guerre !! Le bien-fondé de notre jugement sur le courant liquidateur et de l’exclusion du principal groupe de liquidateurs de notre Parti a été ainsi parfaitement confirmé. Le programme concret des liquidateurs et la signification concrète de leur tendance ne consistent pas seulement aujourd’hui dans l’opportunisme en général, mais aussi dans la défense des privilèges et prérogatives impérialistes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie grands-russes. C’est là une tendance *national-libérale* de la politique ouvrière. C’est l’alliance d’une partie des petits bourgeois radicaux et d’une fraction infime d’ouvriers privilégiés avec “ leur ” bourgeoisie nationale contre la masse du prolétariat.

### **La situation actuelle dans la social-démocratie russe**

Comme nous l’avons déjà dit, ni les liquidateurs, ni toute une série de groupes à l’étranger (Plekhanov, Alexinski, Trotsky, etc.), ni les social-démocrates dits “ nationaux ” (c’est-à-dire non grands-russes) n’ont reconnu notre conférence de janvier 1912. Parmi les innombrables injures qu’ils nous ont prodiguées, celle qui nous taxait d’“ usurpation ” et de “ scissionnisme ” était la plus fréquente. Nous avons répondu en citant des chiffres exacts et susceptibles d’être vérifiés objectivement, qui prouvaient que notre Parti groupait les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Ce n’est pas mal, si l’on tient compte de toutes les difficultés du travail illégal à une époque de contre-révolution.

Si l’“ unité ” avait été possible en Russie sur la base de la tactique social-démocrate, sans l’exclusion du groupe de “ *Nacha Zaria* ”, pourquoi nos nombreux adversaires ne l’ont-ils pas réalisée *au moins entre eux* ? Depuis janvier 1912, il s’est passé pas moins de trois années et demie, et durant cette période nos adversaires n’ont pu créer, malgré tout leur désir, un parti social-démocrate dirigé contre nous. Ce fait est le meilleur argument en faveur de

notre Parti.

Toute l’histoire des groupes social-démocrates qui luttent contre notre Parti est celle d’une désagrégation et d’une décadence. En mars 1912, tous sans exception s’étaient “ unis ” pour nous accabler d’injures. Mais dès le mois d’août 1912, lorsque se constitua contre nous ce qu’on est convenu d’appeler le “ bloc d’Août ”, la désagrégation commença parmi eux. Une partie des groupes se détache. Les autres ne peuvent fonder un parti, ni un Comité Central. Ils ne forment qu’un Comité d’organisation “ pour la reconstitution de l’unité ”. Mais, en réalité, ce Comité s’est révélé un paravent précaire du groupe des liquidateurs en Russie.

Pendant toute la durée du prodigieux essor du mouvement ouvrier en Russie et des grèves de masse de 1912-1914, le seul groupe de tout le bloc d’Août qui agisse dans les masses reste le groupe de “ *Nacha Zaria* ”, dont les relations libérales constituent la force. Et, au début de 1914, le “ bloc d’Août ” est officiellement abandonné par les social-démocrates lettons (les social-démocrates polonais n’en faisaient pas partie), tandis que Trotsky, un des chefs du bloc, en sort officieusement et crée de nouveau un groupe à part. En juillet 1914, à la conférence de Bruxelles, à laquelle participaient le comité exécutif du B.S.I., Kautsky et Vandervelde, se constitue contre nous le “ bloc de Bruxelles ”, dont les Lettons ne font pas partie, et dont se détachent aussitôt les social-démocrates polonais, l’opposition. Après le déclenchement de la guerre, ce bloc se désagrège. “ *Nacha Zaria* ”, Plekhanov, Alexinski et An<sup>10</sup>, chef des social-démocrates du Caucase, deviennent des social-chauvins avérés, qui font des vœux pour la défaite de l’Allemagne. Le Comité d’organisation et le *Bund* prennent la défense des social-chauvins et des principes du social-chauvinisme. La fraction Tchkhéidzé, bien qu’elle ait voté contre les crédits militaires (en Russie, même les démocrates bourgeois, les trouroviks, avaient voté contre) reste le fidèle allié de *Nacha Zaria*. Nos social-chauvins à tous crins, Plékhanov, Alexinski et consorts, sont parfaitement satisfaits de la fraction Tchkhéidzé. Il se fonde à Paris un journal, *Naché Slovo* (autrefois le *Goloss*), avec le concours de Martov et de Trotsky notamment qui désirent allier la défense platonique de l’internationalisme à la revendication absolue de l’unité avec *Nacha Zaria*, le Comité d’organisation ou la fraction Tchkhéidzé. Après 250 numéros de ce journal, celui-ci est obligé de reconnaître lui-même sa désagrégation : une partie du comité de rédaction penche vers notre Parti; Martov reste fidèle au Comité d’organisation qui blâme publiquement *Naché Slovo* pour son “ anarchisme ” (de même que les opportunistes en

<sup>10</sup> An était le pseudonyme du leader menchévik caucasien, N. Jordania.

Allemagne, David et consorts, l'*Internationale Korrespondenz*<sup>11</sup>, Legien et consorts accusent le camarade Liebknecht d'anarchisme); Trotsky déclare rompre avec le Comité d'organisation, mais veut emboîter le pas à la fraction Tchkhéidzé. Voici le programme et la tactique de la fraction Tchkhéidzé, exposés par un de ses leaders. Dans le numéro 5 du *Sovremenny Mir*<sup>12</sup> de 1915, revue dont l'orientation est celle de Plékhanov et d'Alexinski, Tchkhénkéli écrit :

“ Dire que la social-démocratie allemande était capable d'empêcher l'entrée en guerre de son pays et qu'elle ne l'a pas fait, reviendrait à souhaiter en cachette non seulement qu'elle expire elle-même sur les barricades, mais qu'elle entraîne aussi sa patrie dans la débâcle, ou bien à considérer des objets tout proches à travers le télescope anarchiste<sup>13</sup>. ”

Ces quelques lignes expriment toute la substance du social-chauvinisme : la justification du principe de la “ défense de la patrie ” dans la guerre actuelle et les railleries - avec l'assentiment des censeurs militaires - sur la propagande révolutionnaire et la préparation de la révolution. Il ne s'agit pas du tout de savoir si la social-démocratie allemande était capable d'empêcher la guerre, ni si les révolutionnaires peuvent, en général, garantir le succès de la révolution. Le problème est de savoir s'il faut se comporter en socialistes ou “ expirer ” effectivement dans les bras de la bourgeoisie impérialiste.

### Les tâches de notre parti

La social-démocratie russe est née dans notre pays à la veille de la révolution démocratique bourgeoise (1905), et elle s'est consolidée à l'époque de la révolution et de la contre-révolution. Le retard de la Russie explique l'extrême abondance des courants et des nuances de l'opportunisme petit-bourgeois dans notre pays, tandis que l'influence du marxisme en Europe et la solidité des partis social-démocrates légaux avant la guerre ont fait de nos libéraux exemplaires des quasi-admirateurs de la théorie et de la social-démocratie “ raisonnables ”, “ européennes ” (non-révolutionnaires), “ marxistes ”, “ légales ”. La classe

---

<sup>11</sup> *Internationale Korrespondenz* (Correspondance Internationale) : périodique de la droite social-démocrate allemande consacré aux questions internationales. Parût de 1914 à 1917.

<sup>12</sup> *Sovremenny Mir* (Le Monde contemporain) : revue publiée à Pétersbourg de 1908 à 1918. Plékhanov en était le collaborateur. Ce sera l'organe des social-chauvins durant la guerre.

<sup>13</sup> S. M. 15, n°5, p. 148. Trotsky a déclaré récemment qu'il estimait de son devoir p. relever le prestige de la fraction Tchkhéidzé au sein de l'Internationale. Il est certain que Tchkhénkéli, de son côté, s'attachera avec la même énergie à relever, au sein de l'Internationale, le prestige de Trotsky... (*Note de l'auteur*)

ouvrière en Russie ne pouvait constituer son parti autrement que dans une lutte résolue de trente années contre toutes les variétés de l'opportunisme. L'expérience de la guerre mondiale, qui a engendré la faillite honteuse de l'opportunisme européen et affermi l'alliance de nos national-libéraux avec le courant liquidateur social-chauvin, nous confirme encore plus dans la certitude que notre Parti doit continuer à suivre la même voie révolutionnaire conséquente.

## Gloire aux héros de Stalingrad !

Harpal Brar | Parti communiste de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste)

Cet exploit titanesque de l'Union soviétique socialiste, les impérialistes sont incapables de l'effacer ou de l'expliquer. Le 2 février de cette année a marqué le 80e anniversaire de la bataille de Stalingrad, une bataille aux proportions titanesques. Les dirigeants soviétiques ont compris très tôt que les conditions de la guerre étaient en train de mûrir, que le traité de Versailles qui avait mis fin à la première guerre mondiale n'était rien d'autre qu'une trêve entre deux guerres et que la guerre à venir serait d'une ampleur épouvantable. L'Union soviétique ne veut pas la guerre, mais elle ne peut pas rester à l'écart. Comme l'a dit Staline, « si la guerre commence, nous ne pourrons guère rester les bras croisés. Nous devons sortir, mais nous devrions être les derniers à sortir. Et nous devrions sortir afin d'apporter le poids décisif sur la balance, le poids qui devrait faire pencher la balance ». (Discours au comité central du PCUS(B), 19 janvier 1925) Dans ces conditions, l'Union soviétique s'est efforcée de maintenir la paix et de retarder le début de la guerre et son propre engagement dans celle-ci, afin de construire sa propre puissance économique et militaire. Au fil des ans, il est devenu évident que l'Union soviétique, même si elle le souhaitait, ne pouvait rester spectatrice. Dans

sa gestion de la politique étrangère, Staline a fait preuve de « beaucoup de prudence, de retenue et de réalisme ». Il avait besoin de temps pour développer les industries et la puissance militaire de la Russie. Il était constamment provoqué à l'Est et à l'Ouest, ce qui devait l'exaspérer à bien des égards, mais il ne perdit jamais de vue la nécessité primordiale de retarder le plus possible le déclenchement de la guerre. C'est pour cette raison qu'il a accordé la plus grande importance à la paix et au désarmement dans les affaires mondiales ». (Ian Grey, *Staline - L'homme de l'histoire*, 1979, p296)

### **La poursuite de la sécurité collective**

Dans cette optique, les dirigeants soviétiques ont poursuivi une politique de sécurité collective et, au début des années 1930, l'Union soviétique a négocié des pactes de non-agression avec la Pologne et la Finlande.

En 1933, avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, des nuages de guerre s'amoncellent au-dessus de l'Europe. Alors que les dirigeants nazis deviennent de plus en plus agressifs et vitupérants, Staline reste prudent. Soucieux de ne pas provoquer l'Allemagne nazie, Staline est troublé par la déclaration belliqueuse d'Hitler : « Le pacte de non-agression germano-polonais suggère qu'il [Hitler] encourage les revendications de la Pologne sur l'Ukraine et envisage peut-être que les deux pays puissent d'une manière ou d'une autre partager les vastes steppes qui les séparent ». (Ian Grey, p298)

Au cours de l'été 1934, l'URSS signe des traités de non-agression avec la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Toutefois, Staline a bien compris que l'hostilité séculaire des Polonais à l'égard de la Russie en faisait les voisins les plus dangereux de l'Union soviétique.

En 1935, l'URSS a commencé à explorer la possibilité de trouver un terrain d'entente avec d'autres pays capitalistes. Les États-Unis, qui jouissent d'une grande prospérité depuis les années 1920, en sont venus à croire à la supériorité du capitalisme et refusent même de reconnaître le gouvernement soviétique. La dépression économique qui a débuté avec le krach de 1929 et la nécessité de contrer la domination croissante du Japon dans le Pacifique ont eu un effet dégrisant sur les États-Unis et ont entraîné un changement dans la politique américaine en 1933. L'administration Roosevelt, dès son entrée en fonction, reconnaît l'Union soviétique et, le 13 juillet 1935, la signature d'un accord commercial promet des relations un peu plus amicales entre les deux pays.

En octobre 1936, l'axe Berlin-Rome est formé, suivi par la formation du pacte germano-japonais anti-Comintern le 25 novembre 1936. En mars 1938, l'Allemagne nazie s'empare de l'Autriche. L'Union soviétique réagit à ces événements

en proposant que la Grande-Bretagne, la France et l'URSS présentent un front uni contre l'Allemagne.

Les gouvernements britannique et français, cependant, rejetant les tentatives soviétiques de sécurité collective susceptibles de retarder ou même d'éviter la guerre, ont tenu la honteuse conférence de Munich avec Hitler du 28 au 30 septembre 1938, au cours de laquelle ils ont livré la Tchécoslovaquie aux mains des nazis.

L'Union soviétique n'a même pas été consultée à propos de cette conférence, et encore moins invitée à y participer. Les pays impérialistes occidentaux ont refusé de répondre aux propositions soviétiques de grande alliance.

Comme l'a dit le premier ministre britannique Winston Churchill pendant la guerre, « l'offre soviétique a été ignorée dans les faits » : « L'offre soviétique a en fait été ignorée. Ils n'ont pas été associés à la lutte contre Hitler et ont été traités avec notre indifférence - pour ne pas dire notre dédain - ce qui a laissé une trace dans l'esprit de Staline. Les événements se sont déroulés comme si la Russie n'existait pas. Nous l'avons payé cher par la suite ». (La Seconde Guerre mondiale, Volume 1, pp. 239-240).

La haine du communisme l'a clairement emporté sur toute autre considération. Staline comprend les motifs qui ont poussé la Grande-Bretagne et la France à accepter le démembrement de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne : « On pourrait penser que les districts de Tchécoslovaquie ont été cédés à l'Allemagne en échange de son engagement à lancer la guerre contre l'Union soviétique », écrit-il. (Rapport sur les travaux du comité central, dix-huitième congrès du PCUS(B), 10 mars 1939).

Il ne faisait aucun doute pour Staline que la Grande-Bretagne et la France encourageaient l'Allemagne à marcher vers l'Est, les laissant jouir de la paix pendant que l'Allemagne et l'URSS se détruisaient l'une l'autre.

Devant le refus obstiné de la France et de la Grande-Bretagne de conclure un accord de sécurité collective, l'Union soviétique est obligée de chercher un autre moyen de défendre ses intérêts. Le 10 mars 1939, Staline prononce un discours au dix-huitième congrès du parti dans lequel il fustige les puissances occidentales pour les concessions qu'elles ont faites et les motifs qui sous-tendent leur comportement : « La guerre est menée par des États agresseurs [l'Allemagne, l'Italie et le Japon] qui portent atteinte de toutes les manières possibles aux intérêts des États non agressifs, principalement l'Angleterre, la France et les États-Unis, tandis que ces derniers reculent et se retirent, faisant concession sur concession aux agresseurs. Ils étaient activés, selon Staline, par la peur de la révolution, mais aussi par la politique consistant à laisser l'Union soviétique et l'Allemagne « s'affaiblir et s'épuiser l'une l'autre, et lorsqu'elles seraient devenues suffisamment faibles,

elles apparaîtraient sur la scène avec une force nouvelle et dicteraient leurs conditions aux belligérants affaiblis. Ce serait facile et bon marché».

En conclusion de son rapport, il a déclaré : «Nous sommes en faveur de relations pacifiques, étroites et durables : «Nous sommes favorables à des relations pacifiques, étroites et de bon voisinage avec tous les pays voisins ayant des frontières communes avec l'URSS.

Le 15 mars 1939, les troupes allemandes envahissent la Tchécoslovaquie. Staline envoie une note de protestation à Berlin. L'opinion publique occidentale est indignée par le viol de la Tchécoslovaquie. Jusqu'au bout, l'Union soviétique a fait de son mieux pour parvenir à un accord avec les puissances occidentales, mais en vain.

«Pour Staline, a déclaré Ian Grey, la conclusion inéluctable était que les dirigeants du gouvernement britannique étaient tellement aveuglés par l'hostilité envers le régime soviétique qu'ils n'envisageraient pas une alliance avec la Russie soviétique contre l'Allemagne, même pour éviter les horreurs de la guerre. (Staline - L'homme de l'histoire, p. 307)

### **Pacte de non-agression avec l'Allemagne**

La principale préoccupation de Staline était de gagner du temps pour renforcer l'industrie soviétique et les forces armées. Sa deuxième préoccupation était que l'Union soviétique ne se retrouve pas dans la position de combattre seule la guerre qu'il savait imminente, et encore moins de devoir se battre contre les forces combinées des principaux pays impérialistes.

À contrecœur, il se tourne alors vers la possibilité d'un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Le 4 août 1939, Schulenburg, l'ambassadeur allemand à Moscou, avait signalé à Berlin que le gouvernement soviétique était en fait «plus disposé à améliorer les relations germano-soviétiques, mais que la vieille méfiance à l'égard de l'Allemagne persistait».

«Mon impression générale est que le gouvernement soviétique est actuellement déterminé à signer avec l'Angleterre et la France, s'ils répondent aux souhaits soviétiques. Les négociations, il est vrai, pourraient encore durer longtemps, d'autant plus que la méfiance à l'égard de l'Angleterre est également grande... Il faudra un effort considérable de notre part pour amener le gouvernement soviétique à changer d'avis». (Churchill, p305).

Impatient d'envahir la Pologne et profondément troublé par la présence de la mission militaire anglo-française à Moscou, Hitler s'efforce de courtiser les Soviétiques. Face à la tactique dilatoire des Britanniques et voyant que les négociations avec eux n'aboutissent pas, Staline répond favorablement au télégramme urgent d'Hitler du 20 août,

lui demandant de recevoir le ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, le 22 ou au plus tard le 23 août.

Dans la nuit du 23 août, Staline reçoit Ribbentrop et le texte d'un pacte de non-agression est approuvé. Hitler peut ainsi lancer son invasion de la Pologne et l'Union soviétique dispose de plus de temps pour se préparer. Churchill observe que «pour le moment», cette politique est «réaliste à un haut degré». (La Seconde Guerre mondiale, Volume 1, p307)

### **Début de la deuxième guerre mondiale**

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne nazie envahit la Pologne. Deux jours plus tard, l'ultimatum franco-britannique expire et la France et la Grande-Bretagne sont en guerre contre l'Allemagne. Toutes leurs manœuvres antisoviétiques les ont conduits dans cette situation. Les industries de défense soviétiques déploient des efforts gigantesques pour rattraper leur retard. L'URSS sait qu'elle a besoin de temps : chaque mois compte.

Au printemps 1940, l'avancée fulgurante des armées nazies à l'ouest rendit encore plus urgents les préparatifs soviétiques : «L'occupation allemande de la Norvège et du Danemark a été suivie en mai par l'invasion des Pays-Bas et l'évacuation des troupes britanniques à Dunkerque.

«Mais ce qui a le plus bouleversé les Russes, c'est l'effondrement de la France et l'occupation de Paris par les Allemands le 14 juin. Staline s'attendait à ce que l'armée française, protégée par la ligne Maginot, fasse plus que le poids face à l'Allemagne. L'attention se concentre sur la Grande-Bretagne, désormais dirigée par Churchill [...] on craint généralement que la Grande-Bretagne ne fasse la paix avec l'Allemagne, ce qui permettrait à Hitler de se tourner vers l'Est. La production industrielle soviétique s'est accélérée. (Ian Grey, p316)

Le gouvernement soviétique fait de son mieux pour retarder la guerre avec l'Allemagne - une guerre dont il sait qu'elle n'est pas loin. Des rapports de renseignement contradictoires et des rumeurs de concentrations de troupes allemandes signalent l'imminence d'une invasion allemande.

«Staline considère ces rapports avec scepticisme. Il restait profondément méfiant à l'égard de la Grande-Bretagne. Il semble qu'il n'y ait pas de limite à la perfidie dont il croyait la Grande-Bretagne capable. Il était convaincu que la Grande-Bretagne et les États-Unis faisaient tout leur possible pour inciter Hitler à attaquer la Russie et que la Grande-Bretagne en particulier voyait dans une campagne allemande à l'Est le seul moyen de se sauver d'une catastrophe.

«Il pensait que le gouvernement britannique avait récemment tenu des discussions secrètes avec des

responsables nazis, cherchant à conclure un accord aux dépens de la Russie. La fuite de Rudolf Hess, adjoint d'Hitler, en Écosse les 10 et 11 mai 1941, a renforcé ses soupçons de diplomatie secrète britannique». (Ian Grey, p320)

### **Hitler envahit l'URSS**

Au vu des manœuvres occidentales de la décennie précédente, Staline a toutes les raisons de se méfier des rumeurs et des rapports émanant de plusieurs sources. Malgré tout, «une directive est émise. Elle ordonnait à toutes les unités soviétiques sur les fronts des districts militaires de Leningrad, de la Baltique, de l'Ouest, de Kiev et d'Odessa de se tenir immédiatement prêtes à faire face à une éventuelle attaque soudaine de l'Allemagne.

«La transmission de la directive a été achevée à 00h30 le 22 juin 1941. À 4 heures, l'invasion allemande a commencé». (Ian Grey, p. 321)

Les forces allemandes, composées de trois millions de soldats répartis en 162 divisions, de 3 400 chars et de 7 000 canons, avancent en trois groupes : le groupe nord en direction de Leningrad, le groupe central vers Moscou et le groupe sud vers l'Ukraine.

Grâce à leur perfide attaque surprise, en violation du pacte de non-agression, les Allemands bénéficient d'un avantage initial et parviennent à s'emparer de larges pans du territoire soviétique. Le 28 juin, les Allemands s'emparent de Minsk, la capitale de la Biélorussie.

Le 3 juillet, 12 jours après l'invasion allemande, Staline s'adresse à la nation. Ce discours historique, dénué de toute rhétorique, a inspiré le peuple soviétique et enflammé son patriotisme. «Il a parlé en tant qu'ami et leader, et c'est cette assurance qu'ils attendaient». En écoutant les paroles de Staline, le peuple soviétique, en particulier les forces armées, a ressenti un énorme enthousiasme, de la fierté et de la ferveur patriotique. Ils se sont soudain sentis beaucoup plus forts.

En entendant les paroles de Staline, ils ont ressenti un énorme enthousiasme, une grande fierté et une ferveur patriotique. Ils se sont soudain sentis beaucoup plus forts.

«Camarades, citoyens, frères et sœurs, combattants de notre armée et de notre marine ! C'est à vous, mes amis, que je m'adresse». Puis, «avec un profond instinct de l'humeur et des besoins du peuple, il décrit leur situation difficile, et chaque mot brûlait de son implacable volonté de victoire». (Ian Grey, p. 329)

Ne voulant pas cacher la vérité au peuple, Staline lui dit : «Bien que les meilleures unités de l'armée de l'air de l'ennemi aient déjà été écrasées et soient mortes sur le champ de bataille, l'ennemi continue à avancer... L'ennemi est cruel et implacable... il veut s'emparer de nos terres... il veut restaurer le pouvoir des propriétaires terriens, restaurer

le tsarisme... germaniser [le peuple de l'Union soviétique], le transformer en esclave des princes et des barons allemands».

Il poursuit en disant au peuple soviétique la dure vérité, à savoir qu'il est engagé dans une lutte à mort contre un ennemi perfide et vil, et qu'il doit être totalement impitoyable pour le vaincre ; qu'en cas de retraite forcée, il doit recourir à la politique de la terre brûlée, ne rien laisser derrière lui à l'usage de l'ennemi ; que dans les zones occupées par l'ennemi, des unités de guérilla doivent être formées, rendant la vie insupportable à l'ennemi, qui doit être pourchassé et anéanti.

L'une des premières et plus importantes directives du nouveau conseil de défense de l'État est de transférer les industries à l'est, hors de portée des nazis. «L'évacuation de 1 523 unités industrielles, souvent gigantesques, dont 1 360 grandes usines d'armement, fut une entreprise gigantesque et, sur le plan humain, un exploit héroïque». (Ian Grey, p328) Smolensk tombe le 5 août 1941. À la fin du même mois, les forces allemandes ont coupé Leningrad du reste de l'URSS. Malgré ces revers, le moral du peuple soviétique reste élevé. Malgré tous les efforts déployés par les Soviétiques pour empêcher sa perte, Kiev tombe le 16 septembre 1941, ce qui constitue le revers le plus grave subi par l'Armée rouge.

### **L'attaque de Moscou**

Hitler se concentre désormais sur la prise de Moscou. Dans son ordre du jour du 12 octobre 1941, il s'adresse aux troupes allemandes qui font face à Moscou : «Aujourd'hui commence la dernière grande bataille décisive de cette année».

Pour contrer la panique et les rumeurs selon lesquelles Staline et le Politburo auraient fui la ville, le secrétaire du Comité central diffuse un message à la nation le 17 octobre, rassurant la population sur la présence de Staline à Moscou et dénonçant les rumeurs de reddition de Moscou, précisant que les espions, les diversionnistes et les semeurs de panique risquent d'être traduits devant les tribunaux du NKVD et sommairement punis. La présence de Staline, conjuguée au ralentissement de l'avancée allemande, contribue à rétablir l'ordre.

Le 6 novembre, à l'occasion du 24<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre, Staline s'adresse aux délégués présents lors d'une célébration spéciale. Selon Ian Grey, Staline ne s'adressait pas souvent au peuple, de sorte qu'«un discours de sa part était un événement spécial, en particulier à ce moment-là, alors que la capitale était en danger». (Ian Grey, Staline - L'homme de l'histoire, p. 337)

Staline dit au peuple soviétique que la guerre éclair d'Hitler a déjà échoué et exprime sa confiance suprême dans la puissance de l'Armée rouge et la résistance du peuple

soviétique. Il attribue les revers subis à la perfide rupture du pacte germano-soviétique et à l'avantage acquis par les forces nazies lors de leur attaque surprise, et appelle à une augmentation massive de la production de chars et d'avions. Une autre raison des revers de l'Armée rouge, selon Staline, était l'absence d'un second front en Europe contre les troupes germano-fascistes, avec pour résultat que «les Allemands ne sont pas obligés de diviser leurs forces et de se battre sur deux fronts à l'ouest et à l'est ... notre pays poursuit seul l'œuvre de libération sans aucune assistance militaire contre les forces combinées des Allemands, des Finlandais, des Roumains, des Italiens et des Hongrois». (24<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'octobre, discours prononcé lors de la réunion conjointe de célébration du Soviet des députés ouvriers de Moscou et des représentants du parti et des organisations publiques de Moscou, 6 novembre 1941).

Dénonçant avec un mépris rageur les impérialistes nazis pour leur arrogance, la propagande stridente du «Untermensch», la sauvagerie et la bestialité qui caractérisent leur traitement des prisonniers, il prononce avec une grande émotion des paroles qui éveillent le patriotisme soviétique et la haine brûlante des masses soviétiques à l'égard de l'ennemi.

Et ce sont ces gens sans honneur ni conscience, ces gens à la moralité animale, qui ont l'effronterie d'appeler à l'extermination de la grande nation russe - la nation de Plekhanov et de Lénine, de Belinski et de Tchernychevski, de Pouchkine et de Tolstoï, de Gorki et de Tchekhov, de Galinka et de Tchaïkovski, de Sechenev et de Pavlov, de Repin et de Sigrikov, de Suvorov et de Kutuzov !

«Les envahisseurs allemands veulent une guerre d'extermination contre l'Union soviétique. Très bien ! S'ils veulent une guerre d'extermination, ils l'auront ! Notre tâche consistera à détruire jusqu'au dernier Allemand qui est venu occuper notre pays. Pas de pitié pour les envahisseurs allemands ! Mort aux envahisseurs allemands !

Le lendemain matin (7 novembre), Staline passe en revue le traditionnel défilé de la révolution d'octobre sur la place Rouge. Les troupes auxquelles il s'adresse sont en route pour le front ; le tonnerre lointain de l'artillerie donne à son discours un caractère dramatique et immédiat :

«La guerre que vous menez, leur dit-il, est une guerre de libération, une guerre juste ! Que les exemples héroïques de nos grands ancêtres vous inspirent dans cette guerre... Que la bannière victorieuse du grand Lénine vous inspire. Mort aux envahisseurs allemands ! Vive notre glorieux pays, sa liberté, son indépendance ! Sous la bannière de Lénine - En avant vers la victoire !

La Russie était son pays et il croyait que les dures années de construction et de reconstruction et maintenant la

sauvagerie de la guerre donneraient en temps voulu la victoire au peuple russe sous la forme de la justice, de la liberté et de la prospérité». (p338)

Les textes de ces deux discours ont été rapidement diffusés parmi les troupes et les civils, et des copies ont été parachutées dans les territoires occupés. «Chaque Russe les a lus avec avidité. Ils entraînent une amélioration spectaculaire et extraordinaire du moral des troupes et de la population civile. La montée du sentiment national et la vénération de Staline étaient inséparables. Il avait donné une expression à leur amour pour leur terre natale et à leur haine de l'ennemi cruel et arrogant». (p339)

«Les revers massifs et la menace immédiate qui pesait sur Moscou, observe Grey, auraient troublé la plupart des hommes, mais l'impact sur Staline n'a fait que renforcer sa détermination à se battre. Aucun facteur n'a été plus important pour empêcher la nation de se désintégrer à ce moment-là.» (p335)

En cette heure la plus difficile de la vie de l'Union soviétique, «l'opinion militaire britannique et américaine, avec seulement quelques voix dissidentes, était que la résistance russe serait bientôt écrasée». Mais les impérialistes allaient se tromper. (p339)

L'offensive allemande contre Moscou s'est arrêtée au début du mois d'octobre 1941. L'Union soviétique renforce ses défenses contre un second assaut allemand et constitue des réserves. «En l'espace de 14 jours, 100 000 officiers et hommes, 300 chars et 2 000 canons ont été mis en position. (Ian Grey, p343)

Le 13 octobre 1941, des combats acharnés s'engagent sur toutes les routes menant à Moscou ; par endroits, les Allemands s'approchent à moins de 15 miles de la ville. À la fin du mois d'octobre, l'avancée allemande s'arrête, mais le 15 novembre, les Allemands lancent une nouvelle offensive et atteignent presque la périphérie de la ville. Ils n'ont pas été en mesure d'aller plus loin. Dès que l'attaque allemande s'est arrêtée, Staline et ses généraux Gueorgui Joukov et Semyon Timoshenko ont commencé à planifier une contre-offensive hivernale.

### **Une contre-offensive réussie**

Lancée les 4 et 5 décembre, l'offensive hivernale connaît un succès spectaculaire. À la mi-janvier 1942, les Allemands avaient été repoussés de Moscou, parfois jusqu'à 200 miles. Ian Grey reprend le récit de cette bataille épique :

«La bataille de Moscou avait été un événement épique. Joukov considérait qu'il s'agissait d'un tournant dans la guerre. Elle avait mobilisé deux millions d'hommes, 2 500 chars, 1 800 avions et 25 000 canons. Les pertes ont été d'une ampleur effroyable. Pour les Russes, la bataille s'est soldée par une victoire. Ils ont subi de plein fouet l'offensive

allemande Blitzkrieg et, malgré leurs pertes [...], ils ont été en mesure de lancer une contre-attaque efficace. Ils avaient commencé à détruire le mythe de l'invincibilité allemande... Ils avaient, en outre, soulagé Moscou». (p344)

Entre-temps, après la prise de Kiev en septembre 1941, les Allemands ont réussi à occuper toute l'Ukraine occidentale et la majeure partie de la péninsule de Crimée, à l'exception de Sébastopol qui est assiégée. Après les combats les plus violents, malgré la résistance héroïque des soldats soviétiques, Sébastopol tombe le 4 juillet 1942. Plutôt que de se rendre, les officiers et les commissaires se suicident. Comme le dit Ian Grey : «Ce fut une défaite héroïque et tragique». (p347)

### **Tournant allemand vers Stalingrad**

La stratégie allemande consiste désormais à se déplacer vers l'est, en direction de Stalingrad. Fin juillet 1942, les nazis se sont emparés de l'ensemble du Donbass, qui représente 60 % de la production de charbon soviétique et le centre de la région industrielle méridionale.

Au milieu des exhortations aux officiers et aux hommes à se battre jusqu'à la mort, l'ordre du jour de Staline «Soldats soviétiques, pas un pas en arrière ! Pas un pas en arrière !» a eu un impact profond. Cet ordre est lu aux troupes sur tous les fronts.

Un nouveau front de Stalingrad est créé le 12 juillet 1942. C'est à ce moment-là, alors que le sort de l'URSS est en jeu, que Winston Churchill arrive en personne à Moscou pour annoncer qu'il n'y aura pas de second front en 1942. Il s'agit d'un véritable coup de poignard dans le dos, qui laisse l'Union soviétique seule face à la puissance de l'Allemagne nazie.

Staline se moque de Churchill en accusant les Britanniques de lâcheté et d'avoir peur de combattre les Allemands. Plus important encore, les Britanniques poursuivent leur politique d'avant-guerre consistant à laisser les Allemands et les Soviétiques s'affronter jusqu'à l'épuisement et à profiter du spectacle depuis les coulisses.

L'avancée allemande se poursuit, mais plus lentement en raison de la forte résistance soviétique. Cependant, le 14 août 1942, les forces allemandes avancent sur Stalingrad depuis trois directions : le sud, le nord-ouest et le nord.

Le 23 août 1942, les Allemands entament la dernière phase de leur attaque sur Stalingrad.

À ce moment-là, alors que l'approvisionnement en armement soviétique s'est considérablement amélioré, les Allemands souffrent de pénuries et leurs rangs sont décimés par des combats acharnés.

«Staline a suivi la bataille de près. Dans la soirée du 13 septembre 1942, Staline rencontre Joukov et Vasilevsky. Leur serrant la main à leur arrivée dans son bureau, Staline

s'exclame avec colère : «Alors que des centaines de milliers de Soviétiques donnent leur vie dans la lutte contre le fascisme, Churchill négocie une vingtaine d'avions Hurricane. Et ces Hurricane sont de la camelote - nos pilotes ne les aiment pas». (Ian Grey, p358) Au début du mois de novembre 1942, les Allemands sur le front germano-soviétique disposaient de 266 divisions avec un effectif total de 6,2 millions d'hommes, plus de 70 000 canons et lance-mines, 6 600 chars et armes d'assaut, 3 500 avions de combat et 194 navires de guerre. (Mémoires du maréchal Joukov, 1969, p. 396).

L'URSS dispose alors d'une force totale de 6,1 millions d'hommes, de 72 500 canons et mortiers, de 6 014 chars et de 3 008 avions de combat. Le commandement suprême dispose de 25 divisions, de 13 corps de blindés et de 7 brigades indépendantes de fusiliers et de blindés. Sur le plan numérique, les forces en présence sont presque égales.

Pour préparer la contre-offensive soviétique, 27 000 véhicules sont utilisés pour le transport des troupes et des marchandises ; les chemins de fer transportent 1 300 wagons de marchandises par jour. Les troupes et les marchandises destinées au front de Stalingrad sont transportées dans les conditions exceptionnellement difficiles du gel automnal de la Volga. Entre le 1er et le 19 novembre, 160 000 hommes, 10 000 chevaux, 430 chars, 600 pièces d'artillerie, 14 000 véhicules et près de 7 000 tonnes d'armement traversent la Volga. (Joukov, p402)

Pour la contre-offensive soviétique, baptisée opération Uranus, qui a débuté le 19 novembre 1942, l'Union soviétique a concentré dans la région de Stalingrad-Don un total d'un million d'hommes, soutenus par 13 500 canons et mortiers, plus de 300 batteries de roquettes et 1 100 avions.

«Ce fut un brillant exploit de planification et d'organisation, réalisé par Joukov et Vasilevsky, sous la direction active de Staline ; il fut couronné par une victoire retentissante. Cette concentration de troupes a été réalisée en l'espace de 60 jours seulement». (Ian Grey, p358)

Staline a compris que sans supériorité aérienne, la guerre ne pouvait être gagnée. Il a donc «accordé toute l'attention nécessaire au soutien aérien des opérations terrestres». (Joukov, p. 404)

«Staline exerçait un contrôle personnel sur l'organisation et les réserves de l'armée de l'air... Le représentant de la Stavka, qui supervisait les opérations, faisait des rapports personnels à Staline tous les jours. Staline a soigneusement constitué les réserves de l'armée de l'air. Nikitin, commandant en chef adjoint de l'armée de l'air, écrit que Staline contrôle la production d'avions «en notant quotidiennement dans son propre carnet» les livraisons de nouveaux appareils. «Il attribue personnellement des équipements aux forces aériennes, attachant la plus grande importance au soutien aérien de l'offensive de Stalingrad. (Ian Grey, pp358-9)

L'industrie soviétique a cependant obtenu des résultats phénoménaux depuis la grande évacuation de l'automne et de l'hiver 1941-1942, ce qui a permis d'améliorer considérablement l'équipement de l'Armée rouge, non seulement en termes de quantité, mais aussi de qualité. En conséquence, les forces soviétiques ont pris le dessus. «Staline s'intéressait directement au développement des armes, et son approbation était d'ailleurs nécessaire avant qu'un prototype ou un changement majeur n'entre en production. Le char moyen T-34 amélioré et le char lourd IS étaient, selon les Russes, les chars les plus efficaces de la guerre, et la plupart des officiers allemands admettaient leur supériorité. «L'artillerie russe, et en particulier l'artillerie à roquettes, disposait d'une puissance de feu dévastatrice. En 1943, les fusils et les canons russes avaient une cadence de tir plus rapide et une plus grande endurance. Les principaux concepteurs d'avions, Tupolev, Yakovlev et Lavotchkine, qui rendaient compte de leur travail directement à Staline, produisaient des avions plus efficaces, et ce dernier avait progressivement mis sur pied une puissante force aérienne.» (Ian Grey, p365)

Le 12 novembre, après avoir finalisé les détails des plans opérationnels du front de Stalingrad, Vasilevsky et Joukov téléphonent à Staline pour lui dire qu'ils doivent lui rendre compte personnellement de l'offensive en cours. «Nous avons vu Staline le lendemain matin. D'humeur joyeuse, il nous demanda de détailler l'état des choses à Stalingrad et les progrès réalisés dans la préparation de la contre-offensive... «Staline écoutait attentivement. A la façon dont il fumait sa pipe, lissait ses moustaches et n'intervenait pas une seule fois, nous pouvions voir qu'il était satisfait.» (Joukov, p. 405-6)

La contre-offensive soviétique est lancée le 19 novembre. Le 25 novembre, les forces de Vatoutine, Rokossovsky et Yeremenko, réunies près de Kalatch ont réussi à encercler la Sixième armée allemande et un corps de la Quatrième armée de Panzer. Les partisans soviétiques opérant à l'arrière de l'ennemi font tout ce qui est en leur pouvoir pour entraver le mouvement des troupes allemandes. «Bravant la terreur nazie et malgré toutes les précautions, nos vaillants patriotes ont fait dérailler des dizaines de trains de troupes allemands. (Joukov, p416) Dans son rapport du 28 décembre 1942 au comité suprême, Vatoutine, commandant du front sud-ouest, couvrant les progrès de l'offensive, décrit la situation comme suit :

«Toutes les forces en présence, soit 17 divisions, ont été anéanties et les stocks capturés. Nous avons fait plus de 60 000 prisonniers, et à peu près le même nombre a été tué. Les pénibles restes de ces forces n'offrent pratiquement aucune résistance, à l'exception de quelques poches.» (Joukov, p417) Le succès des troupes des fronts sud-ouest et de

Stalingrad dans les directions de Kotelnikovo et de Morzovsk scelle le sort des troupes encerclées de Paulus à Stalingrad.

### **Finir le travail**

Fin décembre 1942, le comité de défense de l'État se réunit pour discuter de la question d'achever au plus vite les troupes nazies bloquées à Stalingrad et de libérer ainsi les deux fronts qui y sont engagés pour détruire plus rapidement les forces nazies qui se replient du Caucase et du sud. «Staline n'a cessé de presser les commandants de front.»

Lors de la réunion, Staline suggère : «Un seul homme doit diriger les opérations visant à détruire le groupe ennemi encerclé. Le fait qu'il y ait deux commandants de front interfère avec cela». Joukov note : «Ce point de vue a été appuyé par les membres du comité présents. «'Qui a la mission?' demande Staline. Quelqu'un proposa Rokossovsky. Staline se tourna vers moi : «Je pense que les deux commandants sont dignes d'intérêt». Il est vrai qu'A.I. Yeremenko se sentira blessé si nous plaçons les forces du front de Stalingrad sous les ordres de Rokossovsky. «Ce n'est pas le moment de se sentir blessé», rétorqua sèchement Staline. Puis il ordonne : «Appelez A.I. Yeremenko et informez-le de la décision du comité de défense de l'État.» Joukov téléphone donc à Yeremenko et lui annonce que le comité a décidé de confier à Rokossovsky la tâche d'étouffer le groupement ennemi de Stalingrad. (Joukov, p420)

En janvier 1943, la situation des forces allemandes prises au piège est catastrophique. «Elles n'ont aucune perspective de secours, les stocks sont épuisés, les troupes reçoivent des rations de famine, les hôpitaux sont pleins à craquer, le taux de mortalité dû aux blessures et aux maladies est élevé. La fin est en vue. «Pour éviter une effusion de sang, le commandement suprême ordonne au commandement du front du Don de présenter à la Sixième armée un ultimatum de reddition dans des conditions généralement acceptées. Malgré la catastrophe inéluctable, le commandement nazi ordonna à ses troupes de rejeter l'ultimatum et de se battre jusqu'au dernier retranchement, tout en faisant des promesses de soulagement qu'il n'avait jamais l'intention de tenir.» (Joukov, p422)

Le 22 janvier, après le succès partiel de son offensive du 10 janvier, le front soviétique lance une nouvelle offensive. C'est ainsi qu'un officier de renseignement de la Sixième armée de Paulus décrit dans ses souvenirs la retraite allemande imposée par les Soviétiques : «Nous avons été contraints de reculer sur toute la longueur de la frontière : «La route de la retraite était jonchée de cadavres, que le blizzard, apparemment par compassion, recouvrait bientôt de neige... Maintenant, nous reculons sans ordre.»

Et plus loin : «Dépassant la mort qui la rattrapait facilement pour arracher des lots entiers de victimes, l'armée s'est repliée sur un petit bout de terre qui était un enfer.» (Joachim Wieder, Catastrophe sur la Volga, 1965, pp95-100)

«Le groupe sud des Allemands est anéanti le 31 janvier, ses restes se rendant avec le général-maréchal Paulus, commandant de la sixième armée, à leur tête. Les restes du groupe nord capitulent le 2 février. La grande bataille de la Volga, où le plus grand groupe de troupes de l'Allemagne nazie et de ses satellites a connu une fin désastreuse, est maintenant terminée. (Joukov, p423)

La bataille de Stalingrad a été exceptionnellement féroce. Entre le 19 novembre 1942 et le 2 février 1943, 32 divisions et 3 brigades ont été anéanties, tandis que 16 autres divisions ont perdu entre la moitié et les trois quarts de leurs effectifs. Au total, les pertes allemandes dans la région Volga-Don-Stalingrads'élèvent à environ 1,5 million d'hommes, 3 500 chars et armes d'assaut, 12 000 canons et mortiers, 3 000 avions et une grande quantité d'autres équipements. «Ce bilan paralysant a eu un effet révélateur sur la situation stratégique globale, ébranlant toute la machine de guerre de l'Allemagne nazie dans ses fondements.» (Joukov, p. 423)

En examinant les causes de la débâcle allemande et de la victoire historique de l'Armée rouge, Joukov a énuméré les éléments suivants : La sous-estimation par les Allemands des forces et des potentialités de l'Union soviétique, l'esprit indomptable du peuple, allant de pair avec une surestimation par les nazis de leurs propres forces et capacités.

Utilisation habile du facteur de surprise, sélection correcte des directions de l'effort principal et détection précise des points faibles des défenses allemandes. Détermination correcte des besoins en hommes et en matériel pour la percée la plus rapide possible des défenses tactiques, l'exploitation à grande échelle d'une percée opérationnelle dans le but d'envelopper le groupement principal de l'ennemi. Les blindés, les forces mécanisées et la domination totale de l'aviation, qui ont joué un rôle décisif dans l'enveloppement rapide et la mise en déroute de l'ennemi. La clarté des objectifs, la fermeté et la prévoyance qui ont caractérisé l'Armée rouge. Le travail politique et de parti mené par les conseils militaires, les organes politiques, les organisations du parti et de l'UJC et les commandants, «qui ont suscité chez les soldats confiance et bravoure, et encouragé l'héroïsme de masse sur le champ de bataille, contribuant ainsi à la défaite de l'armée nazie». «La force et la puissance du peuple soviétique, un peuple nourri par le parti de Lénine, un peuple qu'aucun oppresseur ne pourra jamais mettre à genoux». Nous ajouterons que Josef Staline a joué un rôle exceptionnellement crucial et brillant dans cette victoire, un

rôle qu'aucune autre personne n'aurait pu jouer à l'époque.

### **Le rôle de Staline**

Dans ses mémoires, écrites après la mort de Staline, Joukov reconnaît le rôle de Staline dans la victoire : «Aujourd'hui, après la mort de Staline, l'idée est répandue qu'il n'a jamais écouté les conseils et qu'il a décidé tout seul des questions de politique militaire. Je ne suis pas d'accord avec cette idée. Lorsqu'il se rendait compte que le rapporteur savait de quoi il parlait, il écoutait, et je connais des cas où il a reconsidéré ses propres opinions et décisions. Ce fut le cas dans de nombreuses opérations. (Joukov, p. 464 ; Ian Grey, p. 368)

Ces paroles, venant d'une personne aussi autorisée que Joukov, qui avait travaillé si étroitement avec Staline au cours de la guerre, démolissent les mensonges propagés par le renégat Nikita Khrouchtchev, et par les scribouillards bourgeois qui se font passer pour des historiens dans les centres de l'impérialisme. Ian Grey, l'un des rares historiens bourgeois à avoir fait preuve d'un peu d'objectivité, avait ceci à dire sur le rôle de Staline et son style de fonctionnement : «Selon Joukov et Vassilievski, Staline était toujours prêt à écouter des opinions contraires aux siennes, à condition qu'elles soient fondées sur des faits et présentées avec lucidité... En fait, il est allé jusqu'à déclarer que les commandants de front devaient décider eux-mêmes du moment de leurs contre-offensives». Mais bien sûr, même Grey n'a pas pu résister à la tentation d'ajouter : «Mais l'habitude du commandement était profondément ancrée dans les mentalités : «Mais l'habitude du commandement était profondément implantée et il prenait toujours le contrôle.» (p368)

### **Importance de la victoire**

La victoire soviétique à Stalingrad a fait basculer la guerre en faveur de l'Union soviétique. Grâce à cette victoire, les forces armées soviétiques ont commencé à chasser les hordes nazies du territoire soviétique.

Ce fut une victoire non seulement pour l'Armée rouge, l'Armée de l'air rouge et la Marine rouge, mais aussi pour l'ensemble du peuple soviétique, qui avait travaillé jour et nuit pour fournir à l'armée les moyens de mettre l'ennemi en déroute.

«Les fils fidèles de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, des républiques baltes, du Kazakhstan et des républiques d'Asie centrale ont acquis une renommée éternelle grâce à leur ténacité et à leur héroïsme collectif». (Joukov, p. 424)

Avec la victoire soviétique à Stalingrad, même les officiers et les généraux nazis, ainsi que le peuple allemand en général, ont commencé à manifester plus ouvertement

leur aversion pour Hitler et l'ensemble de la direction politique nazie, alors que les victoires promises par Hitler s'évaporaient dans la catastrophe du Don et de la Volga.

Selon le lieutenant-général Westphal, la victoire soviétique à Stalingrad «a été un choc profond pour la nation allemande et son armée. Jamais auparavant, dans toute l'histoire de l'Allemagne, on n'avait assisté à une fin aussi effrayante pour une force aussi importante». (Joukov, p424)

Avec la déroute des armées de l'Allemagne et de ses alliés fascistes, l'influence de l'Allemagne sur ses alliés a diminué précipitamment ; la discorde et les frictions se sont installées, de même que la perte de confiance dans le leadership d'Hitler et le désir de se retirer de la guerre dans laquelle il les avait embrigadés.

En outre, la victoire soviétique a eu un effet très dégrisant sur les «neutres» et ceux qui poursuivaient encore une politique d'attente, les obligeant à reconnaître l'immense puissance de l'URSS et l'inévitable défaite de l'Allemagne hitlérienne.

La victoire soviétique a réjoui les peuples du monde entier.

Après la victoire de Stalingrad, le maréchal Joukov a été décoré de l'ordre de Souvorov (première classe).

Joukov considérait cette décoration «non seulement comme un grand honneur personnel, mais aussi comme une invitation à rapprocher l'heure de la déroute complète de l'ennemi, l'heure de la victoire totale et définitive». (p425)

Cinq autres généraux soviétiques, dont Rokossovsky, ont également été décorés de l'Ordre de Souvorov à la suite de la victoire de Stalingrad.

À l'occasion du 80e anniversaire de la victoire de l'Armée rouge à la bataille de Stalingrad, nous nous inclinons devant les soldats et civils soviétiques héroïques qui ont tant sacrifié pour remporter cette victoire et sauver ainsi l'humanité des griffes du fascisme.

Il est particulièrement important d'honorer les héros de Stalingrad aujourd'hui, car l'alliance néo-nazie belliciste de l'OTAN mène une guerre contre la Russie avec les mêmes objectifs que les fascistes d'antan, les hitlériens, contre l'URSS, à savoir la démembrer et la soumettre.

Gloire aux héros de Stalingrad !

# **Face aux fauteurs euro-atlantistes de troisième guerre mondiale potentiellement exterminatrice : bâtir une nouvelle Internationale communiste, relancer le Front anti-impérialiste mondial et impulser les luttes de la classe ouvrière internationale !**

**Fadi Kassem |**

Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF);

**George Gastaud |**

Initiative Communiste (IC), France;

**Boris Differ |**

Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF);

Confrontés au conflit continental fomenté par l'U.E.-O.T.A.N. en Ukraine (coup d'Etat de l'Euro-Maidan suscité par les U.S.A. qui n'ont pas hésité à prendre appui pour cela sur les nazis ukrainiens de Pravy Sektor, Aïdar et Azov, torpillage cyniquement revendiqué des Accords de Minsk par Angela Merkel et François Hollande...), ainsi qu'aux provocations antichinoises de l'U.S. Marine dans la zone indopacifique, les partis qui, en France et dans le monde, se réclament du communisme et/ou de l'anti-impérialisme ont eu en gros le choix entre trois types de positionnement depuis le 22 février 2022 :

- soit, comme s'y est aventuré Fabien Roussel au nom du P.« C ».F. arrimé au Parti de la Gauche Européenne, diaboliser la Russie et la Chine et voter au Parlement (le 31.11.2022) les livraisons d'armes de Macron au régime ukrainien nostalgique de l'hitlérien Stépan Bandera ;

- soit se réfugier dans un ni-ni peu compromettant (« ni OTAN, ni Russie !») et éluder l'obligation incombant à tout anti-impérialiste sérieux, et a fortiori à tout communiste,

de combattre en priorité l'impérialisme de son propre pays (« l'ennemi principal est dans ton pays », disait ainsi l'héroïque Karl Liebknecht en août 1914) ;

- soit, comme l'a fait d'emblée le P.R.C.F., dénoncer l'Axe U.E.-O.T.A.N. comme l'ennemi principal des peuples et de la paix mondiale ; en effet, le but réel de l'alliance réalisée entre l'U.E., l'O.T.A.N. et l'ultra-droite ukrainienne au pouvoir n'est nullement de « restaurer l'unité de l'Ukraine » (rappelons entre cent exemples que l'U.E.-O.T.A.N. a dépecé sans états d'âme la Yougoslavie, puis la Serbie...), mais de préserver, au prix d'une guerre mondiale à composante nucléaire s'il le faut, l'hégémonie planétaire menacée du dollar et de l'U.S. Army face aux grands pays émergents que sont la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du sud.

Face à une logique euro-atlantiste ultra-prédatrice et « unilatéraliste » qui strangule le monde sur tous les plans (économique, militaire, environnemental, voire linguistique et culturel), les communistes doivent en effet soutenir tout effort visant à desserrer l'étau planétaire mortel, voire franchement fascisant et exterministe, qu'impose à l'humanité l'Axe euro-atlantique. En effet, prétendre abattre à la fois, indistinctement et de même façon, tous les pays capitalistes ou partiellement capitalistes de la planète sans admettre qu'ils existent, comme l'a montré Mao, des « contradictions principales » et des « contradictions secondaires », ou, comme l'avait écrit Lénine, que « l'on ne peut vaincre un ennemi plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni en général, au socialisme scientifique contemporain...»,

... c'est commettre une erreur stratégique fatale menant, d'une part, à isoler les forces prolétariennes, d'autre part à fédérer contre elles l'ensemble des forces non-prolétariennes de la planète ; c'est, au final, manquer au B.A.-BA de toute stratégie politico-militaire : isoler l'ennemi principal pour l'abattre en premier tout en unissant un maximum de forces autour du prolétariat, fer de lance de toute lutte anti-impérialiste menée jusqu'au bout. Ceux qui ne le comprennent toujours pas devraient relire, non seulement Lénine (La Maladie infantile du communisme), non seulement Georges Dimitrov (Rapport au VIIème Congrès de l'Internationale communiste), mais la tragédie de Pierre Corneille intitulée Horace : le guerrier romain

**30 | The Platform No.2**

Horace contraint d'affronter seul trois guerriers alpins, finit par les éliminer tous trois en les combattant, non pas tous ensemble en même temps, mais en les divisant et en les abattant l'un après l'autre en des lieux différents !

Cet engagement prioritaire clair et net contre l'Axe U.E.-O.T.A.N. n'implique en rien d'idéaliser le régime de V. Poutine : en effet, issu de la contre-révolution antisoviétique menée par Gorbatchev et Eltsine au décours des années 1980/90, ce régime bourgeois a dépecé l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques au nom d'une fumeuse « grande réconciliation » de la future et prospère Russie « postcommuniste » avec le « gentil » Occident : comme si l'implosion du camp socialiste européen était de nature à changer (sinon pour l'aggraver !) la nature hyper-prédatrice de l'empire euro-atlantique dirigé par Washington et de la très despotique et militariste U.E. pilotée par l'impérialisme allemand résurgent !

C'est pourquoi, lors du 80<sup>ème</sup> anniversaire de Stalingrad qu'il a organisé le 4 février 2023 en bravant les fascistes ukrainiens qui pullulent à Paris, le P.R.C.F. a invité un député communiste russe, le camarade Vladimir Bessonov, à s'adresser directement aux Français. Bien que soutenant sans équivoque l'effort patriotique de la Russie pour briser l'angoissant encerclement politique, militaire et commercial des forces atlantiques qui le menace de la Baltique à l'Extrême-Orient en passant par la Mer Noire, Bessonov n'en est pas moins un opposant politique déterminé aux gouvernants bourgeois qui humilient périodiquement les communistes du monde entier en voilant le mausolée de Lénine chaque 9 mai lors de l'anniversaire de la Victoire. Simplement, les communistes doivent partout distinguer clairement, tout en les articulant intelligemment, la solidarité politico-idéologique de classe avec les autres partis ouvriers du monde (de la Corée au Venezuela en passant par l'Inde et la Grèce), du « soutien militaire » dû à tout Etat, et à toute force politique, y compris patriotique-bourgeoise, osant braver le très « globalitaire » Empire euro-atlantiste en gestation.

Cette dénonciation de l'U.E.-O.T.A.N. comme étant l'ennemi principal des peuples et de la paix mondiale constitue également un devoir patriotique par rapport à notre pays, cette France demeurée, certes, capitaliste et impérialiste, mais encore partiellement héritière des conquêtes laïco-démocratiques de la Révolution jacobine de Robespierre et des avancées sociales léguées par les ministres communistes de 1945, et que détruit la marche forcée des oligarchies européennes vers l'«Etat fédéral européen» antisocial, fascisant et antinational voulu par l'Axe Washington/Berlin et accepté par un impérialisme français d'autant plus agressif et vassalisé qu'il est en déclin rapide de Proche-Orient à l'Afrique occidentale.

Dans cet esprit de rassemblement anti-impérialiste, le P.R.C.F. participe, entre autres forums, à l'importante Plateforme anti-impérialiste de Caracas. Il n'en soutient pas moins le P.C. du Venezuela et tout autre parti marxiste en exprimant le besoin dans leur rôle inaliénable de forces léninistes spécifiquement au service du prolétariat. On le voit, le soutien « militaire » au Front anti-impérialiste mondial en voie de reconstitution, fût-il partiellement non prolétarien, donc quelque peu inconséquent et zigzagant, n'interdit en rien aux partis communistes de discuter avec tous les partis-frères du monde désireux d'entretenir entre eux des relations égalitaires excluant toute tentation d'ingérence et d'excommunication. Ce soutien sans réserve au front anti-impérialiste le plus large va dialectiquement de pair avec l'exigence pour les communistes de conquérir le rôle dirigeant (non par des oukases pleins de morgue mais par la démonstration pratique du dynamisme anti-impérialiste des militants communistes) dans la bataille mondiale contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Non par esprit de domination, mais parce que le capitalisme est objectivement le Ventre fécond dénoncé par Brecht, d'où sourd périodiquement la Bête immonde du fascisme et de l'exterminisme.

Sans les confondre, sans dissoudre le Mouvement communiste international (M.C.I.), et pourquoi pas, le jour venu, la nouvelle Internationale communiste indispensable, dans le Front anti-impérialiste mondial en gestation comme y invitent à tort les partisans d'une Cinquième Internationale sans identité de classe définie, sans réduire à l'inverse le Front anti-impérialiste à une poignée de Partis communistes cultivant un entre-soi puriste écartant de la lutte anti-impérialiste et anti-exterministe les milliards d'humains, et notamment les membres de la jeunesse populaire mondiale, qui veulent vivre et vivre mieux mais ne sont pas encore gagnés au marxisme, nous devons articuler la reconstruction du M.C.I. (et pourquoi pas le jour venu, d'une nouvelle Internationale communiste ?) sur des bases strictement marxistes et prolétariennes, à l'édification du Front anti-impérialiste le plus large. Ce qui n'empêche nullement de militer pour que les communistes conquièrent, ou plutôt, pour qu'ils méritent de conquérir par leur engagement anti-impérialiste et leur aptitude à fédérer, un rôle d'impulsion et d'avant-garde politique dans ce que Youri Andropov appelait naguère jadis le « Front pour la vie » ou le « Front de la raison ».

Telle fut du reste la leçon hautement dialectique et mobilisatrice du VIIème Congrès de l'Internationale communiste à égale distance du sectarisme des uns et de l'opportunisme sans rivage des autres. Car la classe ouvrière dont les luttes repartent présentement

partout (Inde, France, Grande-Bretagne, USA...), est seule à pouvoir mener à son terme – le triomphe mondial du socialisme en marche vers le communisme – une lutte conséquente pour abattre sans retour l'impérialisme et empêcher que la défaite d'un impérialisme ne serve qu'à promouvoir au final l'impérialisme rival.

## **La position politique du Parti communiste de Grèce ... une position communiste ?**

### **Parti communiste chilien (Action prolétarienne)**

#### **Partie 1 : Approche critique des positions du PCG**

- Raisons d'une réponse au Parti communiste grec (PCG)
- La Grèce doit quitter l'OTAN ! Ou ne doit-elle pas le faire ?
- Le subterfuge du PCG pour éviter le débat
- Pas de soutien aux capitalistes ?
- Le Venezuela réactionnaire ?
- Les organisations membres de la Plate-forme « ignorent ou nient » que le mode de production actuel dans le monde est capitaliste

#### **Partie 1 : Approche critique des positions du PCG**

##### **Raisons d'une réponse au Parti communiste de Grèce (PCG)**

La section des relations internationales du Parti communiste de Grèce (PCG) a publié le 1er avril 2023 une critique « écrasante » (lire véhémence) de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale (PAM) sur le site du parti. Nous avons lu attentivement le texte et, malgré son ton déplacé, nous avons décidé d'y répondre parce que nous considérons fondamental un débat honnête et fraternel entre les communistes du monde entier sur les questions politiques nationales et internationales, même

s'il y a des divergences d'opinion même sur des aspects essentiels, de sorte que, comme synthèse d'un débat basé sur la compréhension scientifique de la réalité et loin du dogmatisme et des chimères, les idées les plus correctes puissent prévaloir, capables de coordonner et d'orienter de manière adéquate la lutte de la classe ouvrière dans les pays et dans l'arène internationale pour parvenir à la défaite de l'impérialisme, à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés et, enfin, à la révolution socialiste. Aujourd'hui en particulier, étant donné les circonstances très particulières de la société humaine (le capital financier est sur le point de plonger toute l'humanité dans une guerre sans précédent dans l'histoire), une compréhension exacte, précise, pragmatique et véritablement révolutionnaire est nécessaire. Dans ce qui suit, nous développerons une réponse aux critiques de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale exprimées par le PCG, en évitant d'adopter un ton méprisant, agressif et, à notre avis, parfois même arrogant, similaire à celui du texte susmentionné, parce que nous croyons que le débat entre communistes devrait être basé sur des principes éthiques tels que la fraternité, l'humilité, le respect et la loyauté et toujours la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière nationale et internationale et des grandes masses opprimées et exploitées qui partagent leur destin et sont leurs alliés naturels (la petite bourgeoisie démocratique, la paysannerie, les peuples originaires, l'intelligentsia). Ce n'est ni l'agressivité ni l'arrogance qui doivent déterminer les opinions des communistes, mais seulement la qualité et la clarté des arguments. Les idées justes doivent prévaloir, les idées fausses doivent être inexorablement abandonnées. Aucune barrière dogmatique, aucune chimère, aucun orgueil personnel ne doit empêcher l'abandon des idées fausses. Tel doit être le principe directeur de tout communiste. Et c'est sous ce critère que nous analyserons le texte du PCG et sa théorie de la pyramide.

### **La Grèce doit quitter l'OTAN ! Ou ne doit-elle pas le faire ?**

Nous commençons notre réponse à la lettre de la PCG par une question qui est aussi une proposition. Comme chacun peut le vérifier sans grand effort, l'un des piliers politiques centraux de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale, dont fait partie le Parti communiste chilien (Action prolétarienne), est la lutte contre l'OTAN, et les organisations qui la composent, basées dans les pays

membres de l'OTAN, y luttent pour la sortie de leur pays de cette organisation criminelle et belliciste. Afin de ne pas suivre la même voie que le PCG, c'est-à-dire la confrontation directe avec les organisations qui ne partagent pas ses postulats, nous avons décidé de chercher un terrain d'entente sur lequel converger, ce dont les communistes au niveau international ont un besoin urgent à l'heure actuelle. Nous considérons que l'opposition à l'OTAN peut être un élément unificateur car nous avons trouvé des revendications telles que la suivante :

«Aujourd'hui, tout indique la nécessité de lutter pour le renversement de la barbarie capitaliste, qui condamne les travailleurs à l'exploitation de classe, à l'injustice sociale et aux guerres impérialistes. Le KKE, qui au fil des ans s'est efforcé et continue de s'efforcer de toutes ses forces de «faire tourner la roue de l'histoire», est à l'avant-garde du développement du mouvement anti-impérialiste et anti-guerre, contre les bases militaires des États-Unis et de l'OTAN, pour le désengagement des plans impérialistes et des alliances telles que l'OTAN et l'UE. Aujourd'hui, dans le contexte de l'aggravation des contradictions inter-impérialistes, ce mouvement populaire doit s'étendre, englober davantage de forces ouvrières et populaires et s'enrichir du contenu contemporain de la lutte anti-impérialiste. Pour notre pays, le désengagement de l'OTAN et de toute union impérialiste est une priorité essentielle pour le mouvement ouvrier et populaire et, comme l'histoire l'a montré, il peut être irréversible et favorable aux intérêts du peuple avec la forte garantie du pouvoir ouvrier.

#### **Tous les efforts doivent être dirigés vers cet objectif !**

- Les bases des États-Unis et de l'OTAN doivent être immédiatement fermées !
- Pas de soldats et d'officiers grecs en dehors des frontières du pays. Toutes les forces armées grecques participant à des missions impérialistes à l'étranger doivent rentrer chez elles !
- Aucune participation de la Grèce aux plans impérialistes !
- Désengagement des unions impérialistes de l'OTAN et de l'UE, avec notre peuple maître sur sa propre terre<sup>1</sup>.

Nous pensons que ces idées sont correctes. Des critiques similaires de l'OTAN se trouvent également dans de nombreux autres articles du site web du PCG, dont le contenu et les

<sup>1</sup> Parti communiste de Grèce (PCG), «Lutte populaire organisée contre l'implication dans les plans impérialistes, pour le désengagement de l'OTAN et de l'UE», dans : <https://inter.kke.gr/en/articles/Organized-popular-struggle-against-the-involvement-in-imperialist-plans-for-disengagement-from-NATO-and-the-EU/>

demandes correspondantes nous semblent globalement corrects. Cependant, nous avons été très surpris de ne pas trouver une seule déclaration ou revendication du PCG appelant à la sortie de la Grèce de l'OTAN. Il nous semble contradictoire que le CPG s'engage intensivement dans la critique de l'OTAN, mais sans appeler au retrait de la Grèce de cette organisation. L'appel le plus proche d'un retrait de l'OTAN que l'on puisse trouver sur le site web du PCG est le suivant :

«Il projette l'objectif de conflit et de rupture avec l'OTAN et l'UE comme des éléments de la lutte pour renverser le pouvoir du capital afin d'atteindre le pouvoir des travailleurs, qui est une condition préalable à la libération du pays de toute alliance impérialiste, et en faveur du peuple. En outre, il lutte pour que les bases de l'OTAN soient retirées de Grèce, pour empêcher toute tentative de modification des frontières, et condamne le déploiement de toute armée grecque ou étrangère utilisant son territoire comme point de départ. Elle lutte sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien pour la solidarité internationale et l'amitié des peuples»<sup>2</sup>.

Les bases militaires de l'OTAN, en particulier celles des États-Unis, doivent quitter la Grèce, l'Europe et le monde ! Nous sommes d'accord avec le CPG sur cette demande fondamentale. Mais exiger un conflit et une rupture avec l'OTAN n'est pas la même chose qu'exiger que la Grèce quitte l'OTAN. Qu'entend le PCG par «conflit et rupture avec l'OTAN» ? Le retrait formel et officiel de la Grèce de l'OTAN, un retrait de la structure militaire de l'OTAN sans la quitter<sup>3</sup>, un désaccord ou un différend avec elle ? Une confrontation militaire ? Pourquoi ne pas exiger explicitement que la Grèce quitte l'OTAN ? Il est évident que si la Grèce quittait l'OTAN, ses bases militaires devraient faire de même sur le territoire grec, puisque tout accord avec l'OTAN prend fin dès qu'un pays cesse d'en être membre. La lutte de la Grèce contre l'OTAN peut donc se résumer en une seule phrase : La Grèce hors de l'OTAN, ce qui signifie inévitablement le retrait de l'OTAN de la Grèce. Et c'est très simple. L'article 13 du traité de l'OTAN stipule ce qui suit :

«Après que le traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute partie pourra cesser d'être partie un an

<sup>2</sup> Parti communiste de Grèce (PCG), «Déclaration du Comité central à l'occasion du 100e anniversaire du KKE», dans : <https://inter.kke.gr/en/articles/DECLARATION-OF-THE-CENTRAL-COMMITTEE-ON-THE-100TH-ANNIVERSARY-OF-THE-KKE/>

<sup>3</sup> Depuis la création de l'OTAN le 4 avril 1949, aucun pays ne s'est retiré de l'OTAN. Toutefois, il y a eu trois cas où un pays s'est retiré

après que sa notification de dénonciation aura été donnée au gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui informera les gouvernements des autres parties du dépôt de chaque notification de dénonciation»<sup>4</sup>.

La Grèce, avec son entrée dans l'OTAN en 1952, a plus que rempli les 20 ans requis pour sa sortie.

Par conséquent, si le PCG est cohérent et sincère dans sa critique de cette organisation, nous voudrions lui faire une proposition, malgré nos différences politiques et idéologiques : la rédaction conjointe d'une déclaration appelant à la sortie de la Grèce de l'OTAN, ainsi qu'une action conjointe à cette fin à Athènes (par exemple), pour promouvoir la lutte au sein de la classe ouvrière et des grandes masses opprimées et exploitées de Grèce pour le retrait définitif du pays de l'organisation belliciste criminelle. Nous sommes prêts à collaborer à cette activité, à la diffuser, à y participer et à venir d'autres latitudes pour la soutenir. Nous voulons également inviter les membres du PCG et de SolidNet à soutenir nos activités de ce type.

Une union des forces communistes dans cette direction soutiendra fortement le développement du mouvement communiste en Europe et dans le monde.

Notre proposition est ouverte.

### **Le subterfuge du PCG pour éviter le débat**

Il est vrai que, malgré les similitudes que nous venons de relever, il existe des différences non négligeables entre les postulats de la Plate-forme et ceux diffusés par le PCG et son SolidNet. Mais au lieu de poursuivre un débat basé sur des arguments, le PCG l'esquive par des jugements :

«Le déclenchement de la guerre impérialiste en Ukraine a aiguisé les contradictions au sein du mouvement communiste international autour de graves questions idéologico-politiques qui le tourmentent depuis des années et expriment l'influence opportuniste dans ses rangs. Naturellement, l'accent a été mis sur la position à l'égard du caractère impérialiste de la guerre menée entre les États-Unis, l'OTAN et l'UE et la Russie capitaliste sur le territoire de l'Ukraine, la position à l'égard de la bourgeoisie et de ses représentants politiques tels que la social-démocratie, les analyses problématiques du système impérialiste et la position de la Chine et de la Russie,

de la structure militaire de l'OTAN : La France de Charles de Gaulle en 1966, l'Espagne de 1986 à 1999 et la Grèce de 1974 à 1981.

<sup>4</sup> Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), «Traité de l'Atlantique Nord Washington D.C. - 4 avril 1949», dans : [https://www.nato.int/cps/en/natohq/official\\_texts\\_17120.htm?selectedLocale=en](https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_17120.htm?selectedLocale=en)

ainsi que d'autres questions, plus profondément liées à la question de la stratégie erronée des étapes vers le socialisme, du soutien et de la participation à des gouvernements bourgeois».

En général, nous sommes d'accord avec les affirmations politiques de la citation, car il s'agit d'affirmations génériques. Cependant, nous voudrions souligner le subtil tour de passe-passe argumentatif utilisé dans cette citation :

La phrase apparemment éclairante : «et exprimer l'influence opportuniste dans ses rangs» est en réalité un qualificatif qui suppose que toute opinion qui ne coïncide pas avec les vues du PCG fait de ses porte-parole des opportunistes. Au lieu de chercher des dénominateurs communs, le PCG commence par séparer les communistes comme Moïse a séparé la mer Rouge. Deux flancs supposés inexorablement divisés s'opposent idéologiquement et sont incapables de trouver une unité parce que «l'autre» flanc serait composé d'«opportunistes», et avec l'opportunisme, sur lequel nous sommes d'accord avec le PCG, il n'y a pas de possibilité de dialogue.

Dans ce contexte, nous soulignons que, bien que nous différions des positions du PCG sur de nombreux aspects politiques et idéologiques pertinents, nous rejetons fermement et catégoriquement l'étiquette d'«opportunistes». Etant donné que la «critique» du PCG regorge d'expressions subjectives, c'est-à-dire de jugements qui se substituent aux arguments, nous estimons qu'il est malheureusement nécessaire d'y répondre. Prenons par exemple le long extrait suivant, qui est plein de jugements mais dépourvu d'argumentation politique ou idéologique :

«Dans ces conditions, à la veille de la 22ème Rencontre Internationale des Partis Communistes et Ouvriers (CIMOP) qui s'est tenue à La Havane en octobre dernier, une nouvelle organisation internationale appelée «Plate-forme anti-impérialiste mondiale (PAM) a vu le jour à Paris, qui a déjà organisé une série d'activités à Belgrade, Athènes et récemment à Caracas, accueillie par le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV), le parti au pouvoir. L'événement de la PAM au Venezuela a coïncidé avec l'attaque anti-populaire lancée par le gouvernement social-démocrate du PSUV contre la classe ouvrière et les couches populaires du Venezuela, à un moment où il a conclu des accords avec l'opposition de droite et les Etats-Unis, intensifiant les attaques anti-communistes et les actions subversives contre le PC du Venezuela. Il est important d'examiner les forces qui la composent ainsi que les principales positions problématiques de la PAM.

### **Un amalgame particulier de forces politiques**

Un amalgame de forces politiques est impliqué dans les activités de la PAM, où les forces sociales-démocrates, telles que le PSUV susmentionné et une organisation sud-coréenne (Parti démocratique populaire) qui a surgi de nulle part, jouent le rôle principal, aux côtés de certains partis communistes et ouvriers, comme le Parti Ouvrier Hongrois, le Parti Communiste (Italie), le Nouveau Parti Communiste de Yougoslavie, le Parti Communiste Ouvrier Russe (RCWP), le Parti Communiste Libanais, le Parti Communiste Maoïste de Grande Bretagne (M-L), le Pôle de Renaissance Communiste en France, etc. En outre, comme l'a dénoncé le Parti communiste du Mexique, des forces politiques nationalistes, racistes et réactionnaires ont participé aux événements de Caracas. C'est le cas, par exemple, de l'organisation nationaliste espagnole «Vanguardia Española» (Avant-garde espagnole), dont les racines remontent au philosophe nationaliste Gustavo Bueno, qui fut un combattant phalangiste actif et un partisan du dictateur fasciste Franco dans les années 1950. La «Vanguardia Venezolana» (avant-garde vénézuélienne) est du même acabit. Deux organisations grecques inconnues participent à la PAM sans action de masse ni base sociale : le «Collectif de lutte pour l'unification révolutionnaire de l'humanité» (D. Patelis) et la «Plate-forme pour l'indépendance» (V. Gonatas), qui ont récemment été marqués par une intensification des sentiments anti-KKE, choisissant souvent la pente glissante des attaques provocatrices via l'Internet.»

Beaucoup de lettres, mais peu de contenu. Au moins, ce qui est dit dans la première partie de la citation est vrai. Peu avant la rédaction de ces mots, une autre réunion de la plate-forme s'était tenue en Corée du Sud. Mais ensuite, une série de disqualifications s'empilent, remplaçant les arguments politiques et idéologiques et montrant, à notre avis, une tendance à l'arrogance et à remplacer les arguments par des relativisations et des qualificatifs, mais aussi l'ignorance de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale, dont on parle avec tant d'«autorité». Il n'est pas dans notre intention d'entrer dans les détails de l'organisation interne de la Plate-forme. Cependant, il convient de souligner que la participation aux réunions internationales organisées par la Plate-forme n'est pas synonyme d'adhésion. Le PCG peut également participer et apporter ses idées sans pour autant devenir membre.

Nous aimerions également commenter brièvement le terme «petites organisations». Indépendamment du fait

qu'elle soit correcte ou non par rapport aux différentes organisations qui composent la Plate-forme, il nous semble contradictoire de l'utiliser pour disqualifier des organisations qui ne partagent pas les idées du PCG, mais de fonder sa propre argumentation sur des organisations tout aussi petites, comme le Parti communiste du Venezuela (PCV)<sup>5</sup> et le Parti communiste du Mexique (PCM) (qui n'est pratiquement qu'un nom). Nous sommes d'avis que ces organisations ne doivent pas être disqualifiées en raison de leur taille, mais que, comme toute organisation politique, elles doivent être évaluées en fonction de la justesse de leurs arguments.

Dans la section «Brève critique des positions de base de la PAM», le PCG soulève la question de savoir ce qu'est l'impérialisme et dénonce l'utilisation abusive et opportuniste de ce concept, y compris par des représentants des classes bourgeoises. Nous sommes d'accord avec ce point de vue et les considérations que le PCG en tire dans le premier paragraphe. Ensuite, le PCG cite le camarade Lénine :

«Lénine a mis en évidence les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme : «(1) la concentration de la production et du capital a atteint un tel niveau qu'elle a créé des monopoles qui jouent un rôle décisif dans la vie économique ; (2) la fusion du capital bancaire avec le capital industriel et la création, sur la base de ce «capital financier», d'une oligarchie financière ; (3) l'exportation de capitaux, par opposition à l'exportation de marchandises, acquiert une importance exceptionnelle ; (4) la formation d'associations internationales de capital monopoliste qui se partagent le monde et (5) la division territoriale du monde entier entre les plus grandes puissances capitalistes est achevée.»

Et il conclut comme suit :

«Comme nous pouvons le constater, l'approche scientifique léniniste de l'impérialisme est très éloignée de l'utilisation courante de l'impérialisme en tant que politique étrangère agressive ou de l'identification à un seul État, même s'il est le plus puissant, comme l'affirme, entre autres, la PAM. Nous voyons ici une autre variante du «subterfuge argumentatif» utilisé par le PCG : le PCG attribue arbitrairement aux membres de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale des idées qui n'ont été dites nulle part et qui ne peuvent être déduites

implicitement d'aucun texte, puis il propose une «comparaison scientifique» de ces hypothèses avec les déclarations du camarade Lénine.

Au sein de la PAM nous ne comprenons pas «l'impérialisme en tant que politique étrangère agressive», mais l'inverse, à savoir que la politique étrangère agressive est une conséquence du caractère impérialiste d'un pays (ou d'une organisation, telle que l'OTAN). En inversant ainsi l'argumentation de l'adversaire, sans l'avoir cité, il est facile de «gagner» n'importe quel débat.

Et si nous faisons de même ? Nous pourrions, par exemple, supposer ingénieusement que le PCG affirme que les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE sont moins «mauvais» et moins agressifs que la Russie et la Chine, et que, selon ce parti, ces deux derniers seraient les principaux ennemis. Et puis, au lieu de réfuter les idées que le PCG défend réellement, on réfute cette invention qui est la nôtre.

Il est bien difficile de réfuter des idées qui reposent sur la déformation des nôtres. Il est impossible de savoir si le PCG déforme délibérément les idées de ceux qui s'opposent à ses revendications, ou si c'est le résultat d'un manque de compréhension de la lecture, ou les deux. Toute la section intitulée «Souveraineté nationale, unions régionales, nouvelle architecture financière mondiale ou socialisme» est une accumulation presque incroyable d'idées supposées que nous, en tant que PAM défendrions. Malheureusement, aucune de ces hypothèses n'est vraie, et celles qui le sont sont inexactes ou exagérées :

- Il n'est absolument PAS vrai que la PAM a abandonné la lutte pour le socialisme. En tant que PC(AP), nous ne luttons pas seulement sans relâche pour le socialisme, mais pour le communisme, une société libre, avec un développement scientifique et technologique très élevé, dans laquelle l'Etat a disparu du fait que les contradictions de classe ont été définitivement surmontées.
- Il n'est PAS vrai que, selon les membres de la PAM «tous les problèmes proviennent de l'ingérence étrangère, de l'imposition de la volonté des puissances impérialistes, principalement des Etats-Unis, dans tous les pays». Nous postulons que les problèmes centraux (la dépendance économique et politique des pays sous l'hégémonie de l'impérialisme, le pillage des sources de matières premières, le détournement d'une partie de la valeur ajoutée produite dans les pays

<sup>5</sup> Au sein du PCV, la base s'oppose ouvertement à ses dirigeants. En raison de ses positions erronées à l'égard du gouvernement vénézuélien, le CPV a également perdu un nombre non négligeable de membres. Les membres qui ont quitté le CPV ont rejoint le PSUV ou d'autres organisations qui soutiennent le gouvernement bolivarien.

dépendants vers les centres impérialistes, les guerres, les coups d'État et les déstabilisations, etc. Les coups d'État et les déstabilisations politiques des pays qui ne veulent pas se soumettre à l'hégémonie impérialiste, l'endettement, le militarisme, la pauvreté et la misère, les migrations forcées, la destruction de l'écosystème, etc. des sociétés sont les conséquences de l'impérialisme précisément parce qu'il est en mesure d'exercer l'hégémonie internationale et qu'il l'exerce effectivement. Mais à tout cela s'ajoutent les contradictions internes résultant de la lutte des classes nationales.

- Et qu'est-ce que cela signifie que, dans la «pratique», la PAM cherche à «forger des alliances au sein de la soi-disant bourgeoisie nationale» ? Des alliances entre la petite bourgeoisie nationale et la grande bourgeoisie ? Alliances entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie nationale ? Alliances entre la classe ouvrière et la grande bourgeoisie nationale ? Alliances entre la bourgeoisie nationale d'un pays et la bourgeoisie nationale d'un autre pays ? Le concept n'est pas clair.
- Et c'est ainsi que le PCG déduit, de la montagne de confusion qu'il entretient sur les postulats de la Plate-forme, que nous serions ceux qui ont «une confusion sur l'impérialisme, une sous-estimation du caractère international de l'ère du capitalisme monopoliste, qui se reflète dans chaque état capitaliste avec l'aiguïsement de la contradiction fondamentale entre le capital et le travail et le renforcement de la tendance à la détérioration absolue et relative de la position de la classe ouvrière».

Le PCG ne réfute pas ici les postulats de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale, mais les siens.

### **Pas de soutien aux capitalistes ?**

La citation dit «Russie capitaliste», ce qui soulève la question : Y a-t-il un doute sur le fait que la Russie n'est pas capitaliste ? Pourquoi n'est-il pas également mentionné que les États-Unis, l'OTAN et l'UE sont capitalistes ? Pourquoi est-il jugé nécessaire de souligner que la Russie est capitaliste, mais pas que les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne sont également ? Nous pensons qu'il y a deux (voire trois) réponses aux questions ci-dessus :

<sup>6</sup> On sait peu que le 27 mars 1919, le gouvernement soviétique est devenu le premier gouvernement au monde à reconnaître l'indépendance et la souveraineté de l'Afghanistan, qui était alors une monarchie, et qu'il l'a soutenu pendant la troisième guerre anglo-afghane (3 mai-3 juin 1919). À la fin de cette guerre, la Grande-Bretagne a été contrainte de signer un

**Premièrement** : Le PCG suppose apparemment qu'une organisation communiste qui «ose» soutenir la Russie ne peut pas avoir appris qu'avec la dissolution définitive du Traité de Varsovie sur l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle le 1er juillet 1991, une partie de l'ensemble du camp socialiste a cessé d'exister et que la Fédération de Russie qui a émergé de cette dissolution n'est plus socialiste.

**Deuxièmement** : le PCG doit souligner ce caractère de la Russie afin d'indiquer que les communistes ne peuvent même pas penser à la soutenir. En d'autres termes, le PCG estime que les communistes «ne doivent pas» soutenir un pays dans lequel le mode de production capitaliste prédomine. L'affirmation «Russie capitaliste» ou d'autres comme «Iran capitaliste» sont donc des signaux d'alarme pour les «vrais» communistes : «C'est capitaliste, ne pensez même pas à soutenir un tel pays». Quel que soit le degré d'antifascisme, d'anti-impérialisme ou de démocratie populaire de la politique d'un pays, le purisme politique proposé par le PCG exige que seul un pays purement et véritablement socialiste mérite le soutien des «vrais» communistes.

**Troisièmement** : Le PCG ne considère que la Russie comme un pays capitaliste, mais pas les États-Unis, l'OTAN et l'UE. Ce qu'ils seraient n'est pas précisé). À notre avis, ce sont les deux premières raisons qui conduisent le PCG à qualifier explicitement la Russie de capitaliste.

Nous, le PC( AP), membres de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale, considérons qu'il est non seulement légitime, comme l'ont fait Lénine<sup>6</sup> et Staline et en général toute la direction de l'URSS tout au long de son existence, que les communistes soutiennent les pays où le mode de production capitaliste prédomine, mais aussi qu'il s'agit d'une véritable nécessité pour la lutte anti-impérialiste, antifasciste et socialiste, tant que ce pays joue un rôle positif à cet égard. Bien que la Russie soit aujourd'hui un pays capitaliste, nous exprimons notre soutien total à la lutte anti-impérialiste et antifasciste qu'elle mène actuellement en Ukraine et nous lui souhaitons la victoire ! Nous développerons ce point plus tard dans la deuxième partie de ce document, lorsque nous aborderons les questions clés.

### **Venezuela réactionnaire?**

Une partie de la citation ci-dessus mérite plus d'attention, à savoir que la réunion de la Plate-forme à Caracas «L'événement de la PAM au Venezuela a coïncidé avec traité de paix avec l'Afghanistan, reconnaissant pour la première fois l'indépendance du pays.

Le PCG d'aujourd'hui aurait été indigné dans ces années-là : Comment le camarade Lénine a-t-il pu penser à reconnaître et même à soutenir l'«Afghanistan monarchiste» ? et lui aurait certainement donné des «leçons» de purisme politique très semblables à celles qu'il nous donne.

l'attaque anti-populaire lancée par le gouvernement social-démocrate du PSUV contre la classe ouvrière et les couches populaires du Venezuela». Si l'on lit les déclarations du PCG sur le Venezuela, on s'aperçoit qu'elles sont pratiquement basées sur une seule source : le PCV, dont la base est entrée en forte contradiction avec la direction de son parti.

Le processus vénézuélien n'est pas un processus révolutionnaire ou socialiste au sens communiste du terme, c'est-à-dire un processus qui postule l'enracinement de la dictature du prolétariat et l'établissement d'un système socialiste de production matérielle et culturelle. Mais c'est un gouvernement anti-impérialiste en confrontation directe avec les États-Unis et l'UE, un gouvernement qui a fait de grands pas vers la souveraineté nationale du Venezuela, qui renforce l'intégration économique et politique de la région, dont l'existence a signifié un fort soutien économique à Cuba, et qui est un élément fondamental des forces internationales qui affaiblissent l'hégémonie des États-Unis et de l'UE. De quels aspects le PCG peut-il se prévaloir aujourd'hui ? Lesquels de ces aspects seraient répréhensibles du point de vue de la construction socialiste ?

Il est faux de dire que le gouvernement légitime du Venezuela a lancé une attaque anti-populaire contre «la classe ouvrière et les couches populaires du Venezuela». Ceux qui ont lancé une telle attaque sont les impérialistes qui ont volé (et continuent de voler) des millions de dollars et de l'or à la patrie vénézuélienne, qui ont causé la mort de milliers de Vénézuéliens avec les sanctions, qui ont détruit la capacité productive du pays avec le blocus économique, qui ont financé, équipé et soutenu politiquement la réaction vénézuélienne<sup>7</sup> et qui ont essayé de renverser le gouvernement légitime du Venezuela, avec de l'argent américain et le drapeau américain dans leurs mains ! Le PCG se contente-t-il de condamner les tentatives répétées de coup d'État planifiées par l'impérialisme pour renverser le président Nicolás Maduro et de proclamer une solidarité abstraite avec le peuple vénézuélien, mais pas de soutenir le gouvernement qui défend activement l'État, le processus bolivarien et la patrie vénézuélienne contre de tels actes criminels ? Aucune déclaration du PCG n'exprime de soutien au gouvernement vénézuélien pour ses actions contre

<sup>7</sup> Dans ce contexte, les documents suivants peuvent être consultés (textes en espagnol) :

Rapport de l'expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable sur sa mission en République bolivarienne du Venezuela et en Équateur» dans : [https://digitallibrary.un.org/nanna/record/1640958/files/A\\_HRC\\_39\\_47\\_Add-1-ES.pdf?withWatermark=0&withMetadata=0&version=1&registerDownload=1](https://digitallibrary.un.org/nanna/record/1640958/files/A_HRC_39_47_Add-1-ES.pdf?withWatermark=0&withMetadata=0&version=1&registerDownload=1)

les tentatives de coup d'État. Il est absurde de proclamer la solidarité avec «le peuple» et de la retirer au gouvernement qui vient d'être élu par le peuple et contre lequel les tentatives de coup d'État sont dirigées.

Avec le terme « attaque anti-populaire », le PCG se réfère malheureusement à la réponse policière aux manifestations non pacifiques des groupes putschistes philo-fascistes vénézuéliens.

Nous, communistes chiliens, qui connaissons bien les procédures infâmes de la réaction et les conséquences d'une main trop molle pour lui résister, considérons que les mesures mises en œuvre par le gouvernement du président Nicolás Maduro sont légitimes et nécessaires. On pourrait même dire qu'elles sont trop douces. Plus de dictature pourrait être bon pour le processus, à notre avis. Cependant, il n'est pas de notre devoir de critiquer les éventuelles lacunes du processus bolivarien. Mais il est du devoir de toutes les organisations révolutionnaires, en particulier les organisations communistes, de construire des processus démocratiques, populaires et souverains qui soient amis du Venezuela bolivarien dans nos pays, qui renforcent le processus bolivarien par le biais des relations politiques et économiques entre les pays.

Le PCG souligne ensuite avec indignation que le gouvernement vénézuélien a conclu des accords avec l'opposition de droite et les États-Unis.

Contrairement au PCG, nous pensons que le fait que le gouvernement vénézuélien ait conclu des accords avec l'opposition de droite devrait réjouir les communistes du monde entier, car il s'agit d'une déclaration de défaite - au moins de la part de l'opposition - et en même temps d'un renforcement du gouvernement bolivarien. Ou bien le gouvernement vénézuélien doit-il éviter de trouver des moyens de réduire les actions subversives de la réaction nationale et de maintenir l'instabilité sociale qui entrave tant le progrès du pays et le progrès du processus bolivarien ?

Dans les relations avec les États-Unis, les accords ne sont pas politiques, mais économiques. Le Venezuela doit-il rejeter les accords sur le commerce et la production de pétrole même si les États-Unis sont disposés à lever au moins une partie de leurs sanctions contre le pays ? Le Venezuela doit-il procéder à un «auto-blocage» économique et étrangler sa propre économie au nom du purisme

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur la jouissance des droits de l'homme, Mme Alena Douhan, conclut sa visite en République bolivarienne du Venezuela» sur : <https://observatorio.gob.ve/wp-content/uploads/2021/08/Informe-de-Relatora-Especial-de-la-ONU-Alena-Douhan-1.pdf>

Economic Sanctions as Collective Punishment : The Case of Venezuela» dans : <https://cepr.net/images/stories/reports/venezuela-sanctions-2019-05-spn.pdf>

politique ? Les communistes devraient se réjouir que les États-Unis aient été contraints de retirer une partie de leur politique de sanctions, au moins temporairement. Cela a donné un énorme coup de fouet à l'économie vénézuélienne. Les ressources économiques qui affluent à présent dans le pays permettent des avancées en matière de soins de santé, de logement, de développement de l'industrie nationale afin de jeter les bases d'un processus d'industrialisation du pays, et même de renforcement de l'armée. Ne pas saluer la reprise économique du Venezuela, qui est également une conséquence des sanctions moins radicales, reviendrait en pratique à souhaiter l'effondrement économique et donc politique du processus bolivarien, en accord avec les États-Unis et l'UE.

Le processus bolivarien peut avoir ou non des lacunes. Indépendamment de cela, un communiste doit toujours préférer le processus bolivarien, avec tous ses avantages et ses inconvénients notables, à la domination directe de l'impérialisme au Venezuela. Tant que nous, communistes, ne parviendrons pas à construire au moins un processus politique similaire à celui du Venezuela dans nos pays, il nous incombe d'accorder le plus grand respect et la plus grande admiration au processus bolivarien. Nous profitons donc de cette occasion pour réitérer notre ferme soutien au gouvernement de Nicolás Maduro, pour déclarer que nous suivons la reprise économique du pays avec beaucoup d'optimisme et pour souhaiter à son gouvernement et au peuple militant bolivarien du Venezuela tout le succès possible dans tous leurs efforts futurs. Nous sommes convaincus qu'ils parviendront à surmonter tous les obstacles imposés par l'impérialisme et la réaction nationale, et nous nous engageons à accompagner leur lutte et, surtout, à lutter pour une patrie chilienne amie du Venezuela bolivarien !

### **Les organisations membres de la Plate-forme «ignorent ou nient» que le mode de production actuel dans le monde est capitaliste...**

C'est du moins ce qu'affirme le PCG dans sa critique de la Plate-forme, dans la section intitulée «L'impérialisme, une «situation anormale» à laquelle il est possible de remédier...» :

«La PAM présente une image complètement inversée de la réalité mondiale que nous vivons. Ses analyses ne permettent pas de comprendre que nous vivons dans le système capitaliste, puisque le concept de capitalisme a été banni de toutes les déclarations qui s'y

rapportent (par exemple, la Déclaration fondatrice de Paris, les documents de la récente réunion de Caracas)».

La PCG croit étrangement que les membres de la Plate-forme anti-impérialiste mondiale ne sauraient pas que le mode de production dominant au niveau international est capitaliste, puisque le mot «capitalisme» n'apparaîtrait pas dans les déclarations (ils utilisent le terme «banni»), sauf, selon eux, dans la traduction grecque. Le manque de capacité de lecture des rédacteurs de la «Critique de la Plate-forme» est proprement stupéfiant. Toute personne dotée d'une capacité humaine moyenne de compréhension de la lecture découvre facilement dans nos déclarations des expressions telles que : «Si la Russie d'aujourd'hui est un pays en voie de développement, elle n'est pas un pays en voie de développement» : «La Russie d'aujourd'hui est un pays capitaliste, mais son passé socialiste lui a donné la capacité de se défendre contre le contrôle impérialiste» ou «Cette ligne est basée sur une prémisse théorique erronée (que toute grande économie dans le monde capitaliste doit automatiquement être une économie impérialiste)<sup>8</sup>.

Le texte poursuit en soulignant qu'il y a eu une «mauvaise utilisation du terme impérialisme» de notre part :

«En même temps, les mots «impérialisme», «impérialistes» et «anti-impérialisme» sont mal utilisés dans les documents de la PAM. Ainsi, l'impérialisme, qui selon Lénine est le capitalisme monopoliste, est traité de manière déformée comme une simple politique étrangère agressive, détachée de sa base économique (les monopoles et l'économie de marché capitaliste) et de son essence de classe en tant que pouvoir de la bourgeoisie».

Ils croient, comme nous l'avons déjà appris plus haut, que nous - et nous entendons ici les membres de la Plate-forme - comprendrions l'impérialisme «simplement comme une politique étrangère agressive, détachée de sa base économique».

Cela ressemble à de l'humour. Où la PCG a-t-il puisé des idées aussi puérides ?

Il ne serait pas utile de répondre à de tels arguments. Cependant, comme la PCG les présente comme des arguments fondamentaux dans sa «critique», qui est accessible à tous, nous nous sentons obligés de les réfuter. Tout d'abord, il faut souligner que tous les membres de la Plate-forme, ainsi que notre parti, aspirent au dépassement de l'esclavage salarié, c'est-à-dire du système

<sup>8</sup> Plate-forme mondiale anti-impérialiste (PAM), «The rising tide of global war and the tasks of anti-imperialists (Full text)», in : <https://wap21.org/?p=334>

d'exploitation capitaliste, et que nous sommes tous, sans exception, «assez clairs» pour être d'accord avec le PCG sur le fait que le mode de production qui prévaut aujourd'hui est le mode de production capitaliste. Nous nous distinguons cependant de lui en ce sens qu'il s'agit pour nous d'une évidence qui ne mérite pas d'être mentionnée à chaque phrase de nos écrits. Lorsque nous parlons d'impérialisme, nous parlons du stade suprême du capitalisme, comme l'avait catégorisé le camarade Lénine et comme l'un de ses ouvrages les plus célèbres s'intitule : «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme». On pourrait penser que les auteurs de la «critique» de la Plate-forme comprennent la catégorisation de Lénine et le titre de l'ouvrage auquel ils se réfèrent. Manifestement, ce n'est pas le cas ! Et puisque la PCG ne semble pas comprendre la catégorisation élémentaire de Lénine sur le stade actuel de développement du capitalisme, elle est incapable de comprendre que parler de l'impérialisme, c'est aussi parler du capitalisme. Il semble presque incroyable de devoir répondre à un parti qui prétend être communiste et connaître le socialisme scientifique qu'il est superflu de parler à la fois d'impérialisme et de capitalisme, parce que l'impérialisme est le capitalisme, le capitalisme à son stade le plus élevé.

Le PCG passe d'une interprétation farfelue des concepts postulés par la Plate-forme à une autre. Il s'avère aujourd'hui que la Plate-forme imaginerait un impérialisme incarné exclusivement par un seul pays, les États-Unis :

«Dans toutes ses déclarations, l'identification du concept d'impérialisme à la puissance la plus forte du système impérialiste international à ce jour, c'est-à-dire les États-Unis, est caractéristique. Même lorsqu'il est fait référence à d'autres unions impérialistes, telles que l'UE, l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale, etc., on part du principe qu'il s'agit des «intérêts impériaux américains». De cette manière, comme par magie, les responsabilités et les intérêts propres des classes bourgeoises des autres États capitalistes, autres que les États-Unis, qui participent à ces alliances, sont dissimulés. Ainsi, les États-Unis sont présentés de manière déformée comme un empire d'un système colonial moderne, dont tous les États alliés sont les subordonnés».

Il est vrai que nous reconnaissons les États-Unis d'Amérique comme le centre de l'impérialisme, le pays hégémonique par excellence. Il suffit de regarder la carte montrant la répartition des bases militaires américaines dans le monde (plus de 800 bases militaires officiellement reconnues) pour confirmer ce fait. Aucun pays au monde

ne s'approche de ce chiffre. Cependant, le PCG pousse l'absurdité jusqu'à dire que, selon nous, les États-Unis sont le seul pays impérialiste au monde. Le tableau dépeint par le PCG d'un «empire d'un système colonial moderne dans lequel tous les États qui lui sont alliés sont ses subordonnés» est simpliste. La déclaration de Caracas de la plate-forme le souligne :

«Il est clair pour tout le monde que l'économie de marché mondiale traverse une crise profonde. Cette crise du capitalisme mondial accélère le déclin des États-Unis, qui se sont hissés au sommet du monde impérialiste après que les puissances de la vieille Europe eurent été affaiblies par deux guerres mondiales, s'arrogeant le titre de «sauveur du monde [capitaliste] moderne»<sup>9</sup>.

L'impérialisme a son centre aux États-Unis d'Amérique (étant donné le processus constant de concentration du pouvoir politique entre les mains de ce pays, en particulier du fait qu'il a été le grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, même si ce n'est pas le pays qui a consenti le plus de sacrifices et d'énergie). Mais nous comptons également parmi les pays impérialistes les pays suivants :

- le Royaume-Uni et son union impérialiste, le Commonwealth of Nations, qui comprend 56 États membres, dont la grande majorité appartient aux anciens territoires de l'ancien Empire britannique
- la France et son hégémonie sur le continent africain
- l'Allemagne et sa domination sur la zone euro
- et enfin le Japon

C'est dans ces États, avec les États-Unis comme épicerie politique et économique de l'impérialisme, que l'on reconnaît les pays impérialistes actuels. La domination et l'exploitation que ces pays exercent sur les autres constituent l'impérialisme en tant que système d'exploitation internationale.

Il est vrai que ces derniers pays (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Japon) sont économiquement, politiquement et militairement dépendants des États-Unis. En fait, l'Allemagne et le Japon en particulier ont cédé une partie de leur souveraineté aux États-Unis en tant que laquais afin que les États-Unis puissent imposer et défendre leurs intérêts impérialistes dans le monde. Il s'agit d'une conséquence de la défaite des puissances de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, les États-Unis maintiennent des bases militaires dans ces pays, avec lesquelles ils peuvent mener leur politique étrangère (et, de plus en plus, leur

<sup>9</sup> Plate-forme anti-impérialiste mondiale (PAM), «Déclaration de Caracas : l'Amérique latine a un rôle vital à jouer dans la lutte anti-impérialiste mondiale», <https://wap21.org/?p=2332>

politique intérieure). Reconnaître ce fait ne signifie pas du tout, comme le laisse entendre le PCG, que les partis de la plate-forme exempteraient ces pays (en raison de leur dépendance à l'égard de l'impérialisme américain) de la «responsabilité et des intérêts de la bourgeoisie des autres États capitalistes». Comment le PCG en arrive-t-il à une telle conclusion est un véritable mystère.

La réponse se trouve peut-être dans ce qui suit :

«Au contraire, on considère que «la Russie et la Chine ne sont pas des puissances impérialistes agressives» et, avec d'autres, comme la Corée du Nord et l'Iran, elles sont présentées comme «anti-impérialistes», qui, avec les soi-disant gouvernements progressistes d'Amérique latine, résistent à l'impérialisme.

En outre, nous constatons que toute approche de classe est abandonnée puisque diverses unions régionales, «telles que l'ALBA et la CELAC», qui impliquent fondamentalement des États capitalistes mais qui, selon la PAM, «rassembleront les nations opprimées d'Amérique latine», sont louées.

Enfin, en ce qui concerne la guerre impérialiste en Ukraine, la PAM considère qu'il s'agit d'un acte d'agression de la part des États-Unis, qui utilisent l'Ukraine pour attaquer la Russie et la Chine «anti-impérialistes».

L'indignation du PCG face à notre prétendue disculpation de la «responsabilité et de l'intérêt personnel de la bourgeoisie des autres États capitalistes» se fonde sur le fait qu'il inclut la Fédération de Russie, la République populaire de Chine, la République islamique d'Iran et même la République populaire démocratique de Corée dans la liste des pays impérialistes. L'indignation du PCG est aggravée par le soutien de la Plate-forme à des accords régionalistes tels que l'ALBA et la CELAC, «qui impliquent fondamentalement des États capitalistes». Puisque de telles organisations impliquent «fondamentalement» des États capitalistes, nous, communistes, serions obligés, selon la même logique que celle appliquée par le PCG dans le cas de la Russie ou de l'Iran, de les rejeter d'emblée, comme si chaque État ou organisation capitaliste était aussi mauvais qu'un autre... comme s'il n'y avait pas seulement des contradictions ou au moins des nuances au sein des pays, mais aussi au sein de la politique et de l'économie internationales. En tant que PC( AP), non seulement nous ne considérons aucun de ces pays et organisations (ALBA et CELAC) comme impérialistes, bien qu'ils soient capitalistes, mais deux des pays mentionnés, la Chine et la RPDC, sont socialistes et appartiennent au camp socialiste actuel avec Cuba, le Vietnam et le Laos (auxquels s'ajoutent des processus démocratiques et souverains tels que le Nicaragua et le Venezuela).

## 40 | The Platform No.2

La méthode d'analyse utilisée par le PCG est en contradiction totale avec la méthode d'analyse communiste : la dialectique matérialiste, qui interprète la réalité dans son ensemble, c'est-à-dire la réalité matérielle et sociale, comme contradictoire en elle-même. Le PCG est incapable de commencer à reconnaître les contradictions qui existent au sein de la politique internationale entre les pays capitalistes et les organisations internationales, et encore moins de les exploiter dans l'intérêt de la classe ouvrière et de ses alliés.

Pour lui, tout se résume à une équation universelle très simple : c'est un capitaliste = c'est le mal !

Même Albert Einstein serait jaloux de cette équation.

Ainsi pour le PCG, incapable de trouver la moindre nuance, il est vrai selon son équation universelle schématique que FMI et BM = ALBA et CELAC.

Ou par exemple : USA = Venezuela.

Ou encore : USA-UE-OTAN = Russie.

Et le problème est résolu.

Il va sans dire que la méthode d'analyse appliquée par le PCG n'est pas une dialectique matérialiste, mais statique et idéaliste. Nous sommes enfin entrés dans un point idéologique majeur.

La deuxième partie se poursuivra par une critique de l'idée que le PCG se fait de l'impérialisme sous forme de pyramide et des fausses conclusions qui en découlent.

# Les 10 commandements de l'opportunisme et du révisionnisme les plus volatiles

**Patelis Dimitrios** | Collectif de lutte pour l'unification révolutionnaire de l'humanité, Grèce

Le caractère parasitaire de l'impérialisme est lié à la corruption systémique, à la dégénérescence du mouvement révolutionnaire par le capital. Sous des formes institutionnelles et extra-institutionnelles, le mouvement révolutionnaire est intégré au régime monopoliste national et transnational. De là découlent les formes historiques et les manifestations contemporaines de l'opportunisme.

Comme nous l'a enseigné V.I. Lénine, l'opportunisme est une forme fondamentale de sape et de démantèlement du mouvement, qui consiste à propager de facto les intérêts du capital, de l'oligarchie financière, au sein du mouvement ouvrier. Cela se passe principalement dans les pays impérialistes de la ligne de front, mais aussi dans leurs pays vassaux, ceux qui ont un niveau de développement moyen et/ou inférieur.

Les opportunistes, pour voiler et masquer idéologiquement leur intégration dans le régime capitaliste, leur dérive pratique et organisationnelle vers des positions perturbatrices de subordination du mouvement aux intérêts et aux choix stratégiques de l'oligarchie financière, procèdent à des révisions successives du marxisme-léninisme, parfois avec une rhétorique et une terminologie de type révolutionnaire, voire «de gauche». Ces révisions sont nécessaires à la manipulation corrosive qu'ils pratiquent, servant de couverture théorique à leur descente dans un opportunisme de droite et pro-régime sans fond.

Plus la spirale descendante des opportunistes en faveur du régime est profonde, plus les constructions idéologiques qu'ils concoctent et invoquent sont déconnectées de la réalité, déséquilibrées, non scientifiques et irrationnelles.

La révision «moderne» sans précédent la plus dangereuse de l'économie politique léniniste de l'impérialisme de notre époque est systématiquement lancée par l'appareil idéologique de l'actuelle direction du KKE, par le biais de la construction idéologique irrationnelle brute/du dogme, l'infâme absurdité de la «pyramide impérialiste», qu'ils ont l'impudence d'essayer d'imposer par tous les moyens légitimes et illégitimes au mouvement communiste international.

Cette construction idéologique, dans toute son absurdité, constitue un schéma «cohérent» pour tromper et manipuler les personnes dépourvues d'une éducation dialectique marxiste-léniniste. La «cohérence» de ce fatras hautement métaphysique n'a rien à voir avec sa composition interne (factuelle, théorique, logique et méthodologique). Au contraire, elle est hautement externe et profondément liée au service concret extrêmement précieux qu'elle fournit à la bourgeoisie en tant que projet systémique/régime de tromperie, de manipulation, de mauvaise orientation, de division, de sape et de démantèlement du mouvement.

Que reconnaissent et rejettent les «communistes» modernes qui se sont engagés par contrat dans la destruction du mouvement anti-impérialiste et communiste, qu'adoptent-ils et à quoi renoncent-ils ?

Nous donnerons ici un bref aperçu de quelques-unes des thèses fondamentales inacceptables de cette vulgaire révision toxique tentée par les opportunistes les plus dangereux au cours de l'escalade de la Troisième Guerre mondiale.

1. Le fondement de l'infâme absurdité de la «pyramide impérialiste» repose sur une tromperie sans précédent : la confusion délibérée des catégories scientifiques «stade impérialiste» et «État impérialiste». Ainsi, non seulement toute possibilité de référence aux étapes historiques est abandonnée, mais aussi toute approche scientifique de l'impérialisme et de chaque étape de la structure et de l'histoire du développement de la société.

Ainsi, l'impérialisme ne peut être le «stade suprême du capitalisme» puisque :

- a. «il n'y a pas d'étapes» et
- b. «quiconque ose parler d'étapes est un opportuniste ! (Nous reviendrons sur la question des étapes).

Il va de soi que pour étayer leurs inepties, les révisionnistes pharaoniques sont contraints de censurer et d'interdire les classiques de notre théorie révolutionnaire. Pour masquer leur opportunisme, ils s'empressent de déclarer - implicitement mais clairement - que «les premiers opportunistes sont Marx, Engels et Lénine», c'est-à-dire ceux qui ont proposé et établi la dialectique des lois régissant les étapes du développement historique !

Que reste-t-il donc aux révisionnistes à dire sur l'impérialisme, s'il n'est pas un stade qualitativement et essentiellement historiquement spécifique ? L'impérialisme devient, dans leur fatras pharaonique, une condition anhistorique, une structure abstraite (dans l'esprit des idéotypes structuralistes bourgeois althussériens), le comment et le quand de son émergence,

dans le cadre d'un processus régi par la loi, restant peu clair et peu pertinent (à partir de quelle(s) étape(s)) et encore plus inconnu si, pourquoi et comment il peut être surmonté historiquement par l'étape suivante (étapes de transformations révolutionnaires vers le communisme).

Dans leur fixation, TOUS les États sont des blocs de construction également abstraits, des «formations» structurellement autosuffisantes, autonomes et introverties, qualitativement et essentiellement indifférenciées et homogènes (tout État dans lequel des monopoles existent ou opèrent est automatiquement déclaré «État impérialiste»). Parmi ces «États impérialistes» sans équivoque, il peut même y avoir une certaine «inégalité», c'est-à-dire des différences UNIQUEMENT QUANTITATIVES, une inégalité en termes d'ordre de grandeur (de mesure au sens métaphysique du terme). Ils peuvent donc occuper statiquement une certaine place dans la pyramide (tout examen scientifique des relations interétatiques, des intégrations impérialistes, des relations et processus de production mondiaux, des flux de capitaux et des superprofits monopolistiques, etc. est rejeté ici par défaut). Ainsi, tous les États sont automatiquement qualifiés d'«impérialistes» !

Dans la mesure où les architectes qui donnent forme à ce non-sens sentent que leur édifice pharaonique est instable, ils s'empressent de le «modifier» avec deux aveux peu convaincants :

- 1) *de tous ces «impérialismes», ceux qui - on ne sait comment - étaient autrefois proches du sommet, commencent à se disputer une place au sommet de la pyramide, et*
- 2) *dans tous ces «impérialismes», petits ou grands, nous n'avons pas besoin de chercher en vain des preuves scientifiques de leur nature impérialiste... Pour les révisionnistes non avoués et méprisables, cet «argument» meurtrier est une confirmation écrasante de leur «sagesse collective pharaonique» : «les capitalistes de tous les pays, au stade de l'impérialisme, mènent ou veulent mener une politique impérialiste»!!!*

Et c'est là que la science atteint son apogée...

Il n'y a pas d'aveu plus flagrant d'un idéalisme subjectif abrutissant qui veut s'afficher comme une «cohérence de classe révolutionnaire»... Dans cette logique, chaque petit commerçant, chaque petit bourgeois peut évidemment être considéré comme un capitaliste, un impérialiste, un grand magnat de l'oligarchie financière, mais seulement s'il le veut, parce qu'«il le veut bien» ! Il en va de

même pour le prolétaire salarié !

L'impérialisme est enfin réduit aux «désirs» de certains sujets, tandis que le volontarisme métaphysique fait disparaître toute trace de science et de rationalité marxiste ! ...

2. Ils rejettent la découverte léniniste de la manifestation essentielle et décisive, au stade du monopole, de la contradiction fondamentale du capital : la contradiction entre le capital et le travail, entre le travail mort du passé et le travail vivant du présent (Marx). C'est-à-dire qu'ils rejettent la contradiction entre les pays impérialistes (une poignée de parasites/rentiers selon Lénine) et les pays indépendants, semi-indépendants, dépendants, à travers de multiples mécanismes d'extraction de la plus-value à l'échelle régionale et mondiale, à travers le siphonage des super-profits monopolistiques. Sans cette contradiction, qui est fondamentale pour l'exploitation impérialiste, il est impossible de diagnostiquer l'époque et la conjoncture actuelles, il est impossible de formuler une stratégie et une tactique historiquement spécifiques qui mèneront à la victoire. Il s'agit d'une apologétique sans précédent, qui absout la domination de l'oligarchie financière mondiale et désarme le mouvement révolutionnaire.

3. Ils rejettent une catégorie léniniste d'une importance théorique et pratique irremplaçable, le «maillon faible» : le pays et/ou le groupe de pays, de la périphérie, où se concentrent les contradictions internes et globales du système impérialiste, formant un nœud explosif qui rend possible et nécessaire l'éclatement de situations révolutionnaires. Sans l'identification précise de la relation dialectique organique entre le «maillon faible», une situation révolutionnaire et l'escalade de cette dernière en une révolution victorieuse, il ne peut y avoir d'intervention consciente du sujet révolutionnaire là où bat le cœur du processus révolutionnaire mondial : en particulier dans les pays ayant un niveau de développement moyen ou même inférieur à la moyenne (mais pas totalement appauvris, car l'existence même du sujet collectif est pratiquement réduite à néant dans ces pays, comme c'est également le cas dans les pays de la ligne de front impérialiste).

4. Ils rejettent de facto la stratégie communiste, ils y renoncent pratiquement par le détachement métaphysique de la stratégie de la tactique et la réduction de cette dernière à un «anticapitalisme» abstrait. Ils vont jusqu'à rejeter et même bannir le mot «tactique» de leurs textes officiels et de leur rhétorique, tout en s'efforçant de convaincre le monde que ce mot seul dénote

l'«opportuniste» !

Une connaissance élémentaire de la théorie marxiste-léniniste montre clairement que les catégories «stratégie» et «tactique» constituent un dipôle dialectique. Le détachement d'un pôle de l'autre, de son opposé, toute absolutisation métaphysique de l'un d'entre eux, conduit pratiquement à l'opposé du pôle absolutisé : l'absolutisation abstraite de la fin stratégique, son détachement des moyens, des voies et de l'escalade graduelle réelle du processus historique concret, du développement de la totalité des conditions objectives et subjectives de sa réalisation, conduit à l'enfermement du mouvement dans un activisme aveugle et vide de sens, à suivre la classe capitaliste, à s'accrocher à l'ordre du jour fixé par son régime, c'est-à-dire à un tacticisme rampant.

Nous l'avons vu dans des formes antérieures d'apostasie, par exemple dans le kautskysme de la Deuxième Internationale : au nom de l'«orthodoxie» de l'adhésion à la «stratégie pure», au «socialisme pur», les apostats opportunistes de l'époque dénonçaient les bolcheviks et la révolution d'octobre comme une «sale secte asiatique» allant à l'encontre de leur propre «orthodoxie stratégique pure» ! Ils ont tonné et excorié les bolcheviks «hérétiques» et Lénine précisément parce qu'ils rejetaient la contribution léniniste à l'économie politique de l'impérialisme, l'importance théorique et pratique du «maillon faible», la conception léniniste de la question nationale et la nécessité d'un lien organique entre l'anti-impérialisme et la révolution socialiste, la nécessité d'une lutte anti-coloniale et de l'élimination révolutionnaire des résidus pré-capitalistes, etc. Ainsi, s'attendant à une «maturation des conditions» automatique et spontanée dans les pays capitalistes-impérialistes développés, ces «révolutionnaires» à dix sous ont aussi ouvertement évolué vers des positions d'intégration et de réforme capitaliste, jusqu'à devenir les défenseurs de leur propre coalition impérialiste pendant la guerre...

Les apostats opportunistes d'aujourd'hui ressuscitent et poursuivent de manière encore plus grossière et vulgaire les traditions les plus pourries qui ont conduit à la faillite de la Deuxième Internationale, que Lénine a impitoyablement critiquée. En outre, les traditions des sectes trotskistes, néo-marxistes, eurocommunistes, structuralistes, post-structuralistes et post-modernistes, avec de nouveaux gadgets maladroits. Ils ont même l'audace de déguiser cette apostasie/démission par la mise en avant de leur prétendu engagement en faveur de la «stratégie révolutionnaire» qu'ils réduisent à un «pur anticapitalisme» = un «pur pouvoir populaire-socialisme»...

5. Ils détachent métaphysiquement la théorie de la praxis en réduisant la théorie scientifique à des constructions

idéologiques propagandistes pour couvrir leur dérive opportuniste pro-régime. «Théorie» et «praxis» constituent également un dipôle dialectique dont le traitement métaphysique conduit à l'aveuglement, à l'annulation et à l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire. Ils rejettent et désavouent ainsi de facto la théorie et la praxis révolutionnaires, puisque, comme l'a prouvé Lénine, «sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire [...] le rôle du militant pionnier ne peut être rempli que par un parti guidé par une théorie pionnière» (V. I. Lénine : «Que faire ?»).

6. La dialectique du processus historique consiste en un développement par étapes régies par la loi, avec une escalade historique spécifique de transformations qualitatives, quantitatives et essentielles, de conditions objectives et subjectives, avec une mise à niveau correspondante des moyens, des fins, des modes et des sujets. Ce n'est que sur la base de cette approche scientifique que le caractère régi par la loi de la révolution est justifié. Sans cela, la révolution et le socialisme-communisme sont des mots vides, des bavardages sans signification. Cependant, nos révisionnistes rejettent également la théorie révolutionnaire du processus historique régi par la loi, découverte par les classiques du marxisme-léninisme. Ils sont allés jusqu'à nier l'existence même de stades de développement historique régis par la loi, ce qui constitue un rejet grossier de la dialectique du développement révolutionnaire.

Ils justifient cette révision irrationnelle obscurantiste en invoquant une imaginaire «théorie des étapes» qui serait une propriété de... l'opportuniste ! En niant l'existence d'un développement graduel et régi par des lois dans la société, ils nient la possibilité même d'une recherche scientifique, d'une description et d'une explication scientifiques de la structure et de l'histoire du développement de la société, et rejettent ainsi toute possibilité de prédiction scientifique, sur la base de laquelle seule la formulation d'une stratégie et d'une tactique victorieuses du mouvement révolutionnaire est possible.

S'appuyant sur une construction idéologique arbitraire, appelée dans le néo-marxisme «théorie des étapes», ils sont passés à des positions ouvertement contre-révolutionnaires : l'évolutionnisme métaphysique, c'est-à-dire la vision de facto du capitalisme comme un système éternel et insurmontable ...

7. Ils rejettent la nécessité et la possibilité même de toute révolution socialiste réelle, de tout projet historique de révolutions socialistes précoces. Selon leur dogme, «tous les pays sont impérialistes au sein de la pyramide», il n'y

a donc pas de «maillons faibles», d'objectifs tactiques de transition et d'escalade de la lutte, depuis la situation révolutionnaire, le soulèvement avec des mouvements anti-impérialistes frontaux (libération nationale, anti-néocoloniaux, démocratiques, etc.) dans les pays dépendants ayant un niveau de développement moyen et inférieur à la moyenne, jusqu'à la révolution socialiste. ) dans les pays dépendants dont le niveau de développement est moyen ou inférieur à la moyenne, jusqu'à la révolution socialiste. Par conséquent, ils rejettent également les tâches d'escalade de la lutte vers le stade transitoire, vers la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme.

8. Les opportunistes rejettent le processus historique concret des transformations révolutionnaires dans les premières révolutions socialistes victorieuses existantes de différents peuples, en s'adressant à eux sur un «ton didactique méprisant», à la limite de la prétention colonialiste raciste. Ils prêchent donc sur un ton arrogant : «Ce que vous avez n'est pas du socialisme» et «Nous allons vous dire comment vous auriez dû faire votre révolution» ou «Comment vous devriez la faire» !

Cependant, quel type de révolution peut être enseigné par les apostats qui, comme nous l'avons vu plus haut, ont rejeté et renoncé à tous les concepts et principes fondamentaux de la théorie et de la pratique révolutionnaires ? Leur «prédication» se fait en invoquant un «modèle de socialisme pur» métaphysiquement idéalisé, sans contradictions, problèmes et conflits avec la contre-révolution, un modèle en opposition métaphysique absolue au capitalisme, dans l'esprit de l'«anticapitalisme» abstrait, la négation absolue imaginaire du capitalisme dans l'au-delà métaphysique de la «maturation des conditions», ce qui signifie pratiquement être piégé dans l'insurmontabilité du capitalisme ...

9. Ils rejettent catégoriquement la composante essentielle et décisive du mouvement révolutionnaire mondial depuis le 20ème siècle : le camp des pays des premières révolutions socialistes. L'opportunisme/révisionnisme actuel, prend et projette la prévalence des révolutions bourgeoises et la restauration des rapports capitalistes en URSS et dans les premiers pays socialistes qui ont émergé après la seconde guerre mondiale (avec la présence décisive de l'Armée rouge en Europe de l'Est) AINSI QUE LA PROPAGANDE BOURGEOIS-REACTIONNAIRE : UN «ÉCHEC- DÉFAITE» prétendument FINAL ET INDEFINITIF de l'idée même et de la perspective du socialisme !

Cette attitude tend à s'appliquer rétroactivement dans l'histoire : même le caractère socialiste de l'URSS, et même le rôle de Staline lui-même, commencent à être remis en

question de manière explicite et sans équivoque ! La Seconde Guerre mondiale est progressivement qualifiée d'«impérialiste du début à la fin», etc. Apparemment, ce n'est qu'une question de temps (et de changement démographique progressif dans la composition des membres, des cadres et des partisans qui ont une expérience vécue de l'histoire révolutionnaire du mouvement) pour la dérive vers des positions de régime d'antisoviétisme/anticommunisme manifeste. Cette position conduit à un rejet potentiel de tout le socialisme existant, même dans les pays qui continuent à construire le socialisme (RPC, RPDC, Vietnam, Laos, Cuba, etc.), sur la base d'idéologies bourgeoises anhistoriques, qui identifient les relations monétaires et de marchandises avec le capitalisme, ne reconnaissant ainsi pas la nécessité légitime de l'existence et du développement de diverses formes de relations monétaires et de marchandises socialistes historiquement nécessaires, enrôlées par diverses formes et niveaux de planification centrale, qui NE PEUVENT PAS être abolies IMMÉDIATEMENT, mais sont sublimées au stade de la maturité du socialisme, vers la réalisation d'une société communiste mûre.

10. Ils rejettent une autre composante essentielle et décisive du mouvement révolutionnaire mondial : l'anti-impérialisme et les pays issus des mouvements victorieux de libération nationale, anticolonialistes, etc. sous l'influence et avec l'aide internationaliste des premières révolutions socialistes victorieuses du 20ème siècle. Les opportunistes qualifient l'ensemble des mouvements anti-impérialistes, de libération nationale, anticolonialistes, etc., toute lutte frontale d'«opportuniste», de «réformiste», d'«impérialiste», opérant «sous des drapeaux étrangers», etc.

L'ensemble des positions et doctrines inacceptables de ce réseau opportuniste-révisionniste, dont l'audace et l'irrationalité primitive sont sans précédent dans l'histoire, ne résistent pas à la critique scientifique marxiste élémentaire. Ce n'est pas un hasard si, pour faire circuler, soumettre et finalement imposer ses abjectes constructions idéologiques aux populations qu'elle contrôle, la direction actuelle du KKE recourt à la propagande torrentielle par la répétition (qui aboutit au lavage de cerveau), à l'interdiction effective de toute pensée critique, de toute différenciation par rapport à ses doctrines (en termes de tabous), sans hésiter à recourir aux pratiques de l'État profond, telles que le lynchage idéologique de masse et le dénigrement des dissidents.

Leur arrogance provocatrice et leurs tergiversations fonctionnent-elles comme une tentative désespérée de surcompenser leur dégénérescence théorique et pratique sans fond, ou sont-elles un élément nécessaire de leur

zèle extrême dans leur mission de miner et de démanteler le mouvement révolutionnaire ? La seule certitude est que cette prétention de plus en plus insolente offense, provoque l'indignation des communistes de divers pays, ceux qui refusent de se plier à leurs suggestions et d'accepter leurs «cadeaux».

Cependant, il convient de situer notre interrogation sur le terrain de l'expérimentation pratique, complémentaire de la stricte critique scientifique marxiste.

Posons donc la question suivante : Quelle est exactement la perspective pratique que l'adoption de ce paquet de révisions grossières offre au mouvement révolutionnaire ?

Dans cette «théorie» pharaonique et désastreuse, les communistes doivent trouver leur place et leur rôle dans un système sombre :

Les 237 pays de la planète (tous les États et micro-États) sont universellement impérialistes, qualitativement et essentiellement indifférenciés, homogènes et intégrés en tant que blocs de construction statiques et autonomes dans la «pyramide impérialiste».

Tout ce que la classe ouvrière et ses partis peuvent faire, c'est de la «lutte de classe pure», de la «guerre de classe» pour le «pouvoir du peuple».

Ce dernier est conçu comme un «socialisme» sans étapes transitoires intermédiaires vers et au sein de celui-ci, comme un «anticapitalisme pur sans une trace de relations de marchandises et d'argent» (dans cette construction idéologique bourgeoise, les relations de marchandises et d'argent sont synonymes de capitalisme), c'est-à-dire directement vers le «communisme».

Quand cela se produira-t-il ? «Quand les conditions seront mûres !»

Quand, où, comment et pourquoi ces conditions sont-elles susceptibles de mûrir quelque part ? Pour les raisons mentionnées ci-dessus, ce schéma ne prévoit pas la moindre possibilité de prédiction scientifique sur la base de la science marxiste, qu'ils ont collectivement révisée et abandonnée. L'ensemble du processus est mystifié à un degré correspondant à l'attente des croyants de la «plénitude des temps», de la «seconde venue de Dieu», etc.

Les conditions mûriront-elles simultanément dans l'ensemble de la structure pharaonique ou d'abord quelque part, dans un élément structurel de cette pyramide ? Il est inconnu et impossible de donner une réponse rationnelle sur la base de la figure, car elle ne laisse aucune place à une différenciation qualitative et substantielle progressive des éléments structurels épaissis.

Essayons d'examiner les deux versions de base sur la base de la fameuse figure :

a. Examinons la possibilité d'une maturation spontanée et automatique simultanée des conditions dans les 237 pays (pour des raisons inconnues). Comment le rapport de force changerait-il d'un seul coup, pour que le lendemain les communistes (sans alliés, sans fronts, sans escalade et coordination de la lutte à l'échelle mondiale, etc. Quel sujet sociopolitique se prépare à l'échelle mondiale à ce miracle ? Quelle oligarchie financière mondiale permettra que cela se produise ? Ces questions sont bien sûr rhétoriques... En pratique : jamais ! Il est absolument impossible de changer simultanément l'équilibre des pouvoirs (en raison de l'inégalité, du parasitisme des États impérialistes, etc.), tout comme il est impossible de préparer simultanément un sujet sociopolitique révolutionnaire également organisé, militant et efficace dans toutes les parties de la planète. De plus, la préparation d'un tel sujet est irréalisable sans le rôle dirigeant des communistes. Comment les communistes pourront-ils jouer ce rôle si, saturés par le solvant toxique de la «pyramide», ils sont condamnés à être autoréférentiels et égocentriques, isolationnistes, inoffensifs pour le régime de l'oligarchie financière mondiale ?

b. En violation de tous les principes de la pyramide pharaonique, supposons que les conditions mûrissent (on ne sait pas comment) dans un pays ou un groupe de pays. L'oligarchie financière mondiale, ainsi que les oligarchies de tous les pays (236 aujourd'hui ?), ont-elles une quelconque raison de permettre que cela se produise sans réprimer à la naissance tout mouvement de contestation de sa souveraineté ? Que peut donc faire le mouvement révolutionnaire pauvre d'un seul pays, même s'il a la majorité de la classe ouvrière et du peuple de son côté ? Les alliances sur une base frontale à des fins tactiques, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sont «interdites» (puisque tactique, alliances, fronts, anti-impérialisme, étapes, etc. = opportunisme, etc.)

Toute version hypothétique intermédiaire de ce qui précède aboutirait sans ambiguïté à des résultats similaires. Ce plan va au-delà de la folie la plus morbide.

En pratique, donc, le mouvement révolutionnaire, dans ces termes tordus, ne peut jamais faire quoi que ce soit de révolutionnaire, à aucun moment et en aucun lieu !

Alors, que propose ce «programme» ? Pratiquement rien de communiste : il propose la mort pratique du mouvement communiste et de tous les partis progressistes de la planète ! Simplement, jusqu'à la «maturation des conditions» spontanée et automatique, c'est-à-dire éternellement, les gens devraient soutenir électoralement, etc. et reproduire la formation organisationnelle et institutionnelle restante comme un cadre de référence existentiel décroissant...

Cette conclusion unilatérale montre clairement que les

sommités de l'appareil idéologique de ce parti, de facto (indépendamment de leurs intentions), se fichent éperdument du mouvement réel, de la révolution et du socialisme-communisme. Tout ce qui les intéresse, c'est le maintien et la reproduction des conditions de parasitisme de leur petite machine bureaucratique, de leurs positions et rôles bien établis en tant que composante organique des cinq décennies d'adaptation pacifique au système parlementaire bourgeois de la superstructure nationale et transnationale (UE, OTAN, etc.).

La gestion de la glorieuse histoire révolutionnaire d'un parti et d'un mouvement autrefois révolutionnaires doit être menée en termes de références rituelles à des symboles qui, dans la mesure où la dégénérescence de l'appareil et son intégration dans le régime sont encouragées, se transforment de plus en plus en signifiants formalistes de l'identité d'un public manipulable, d'un «groupe cible» de référence spécial dans le spectre du marketing politique du régime.

Les partis politiques, comme tout élément de culture, ne sont pas immuables à travers l'histoire. La dégénérescence progressive et favorable au régime des partis autrefois révolutionnaires est une loi de l'histoire que les classiques, et Lénine en particulier, ont soulignée en leur temps.

Ces fonctions résiduelles de facto de l'appareil idéologique bureaucratique d'un parti en rapide dégénérescence peuvent être organiquement combinées à une manipulation idéologico-politique des aspirations internationales, en particulier dans la perspective de l'escalade de la Troisième Guerre mondiale.

Le mouvement révolutionnaire de notre époque est appelé à répondre aux défis de la troisième guerre mondiale. Dans la guerre comme dans la révolution - que la guerre remet d'urgence à l'ordre du jour - le principal ennemi du mouvement est l'axe impérialiste sous l'égide de l'agresseur américain. Un axe qui instrumentalise et utilise comme force de frappe ses subordonnés, les régimes fascistes et nazis de diverses couleurs.

Pour que le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste sorte victorieux de cette confrontation à la vie ou à la mort avec un ennemi encore puissant (malgré la perte rapide de ses forces, de ses positions et de ses rôles dans l'équilibre mondial des pouvoirs), il doit parvenir à une consolidation, une unification et une coordination maximales de ses forces, à la formation d'un front fort et efficace au niveau national et international.

Cela est impossible tant que le dipôle le plus dangereux de l'histoire, l'opportunisme-révisionnisme, continue à miner et à diviser le mouvement, en semant la division et le défaitisme, en désorientant et en détournant les forces.

Tant qu'il contribue activement et de l'intérieur au travail de manipulation des mécanismes de la superstructure de l'État bourgeois profond, en complicité de facto (consciemment et/ou inconsciemment) avec les tentacules des organes non étatiques et transnationaux de l'impérialisme. Tout cela contribue de manière destructive à saper et à annuler la formation du sujet révolutionnaire de l'époque, par l'achat, la tromperie, le dénigrement des militants et des partis/organisations, les scissions (selon le principe «diviser pour régner»), avec des machinations et des conséquences mortelles pour le mouvement.

Ce qu'il faut, par conséquent, c'est une lutte implacable pour la révélation de son véritable rôle, pour le démasquage, pour l'écrasement théorique, idéologique, moral, politique et organisationnel de cette apostasie toxique et perturbatrice.

Cette lutte est indispensable à la réalisation du développement du front anti-impérialiste mondial, avec le rôle de catalyseur d'un mouvement communiste mondial réorganisé et uni sur le plan théorique et pratique.